

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Sommaire</b> .....	<b>1</b>
<b>Chapitre un ~ Introduction</b> .....	<b>6</b>
1.1 Introduction.....	6
1.2 Aperçu de la méthodologie.....	6
1.3 Format du rapport .....	8
<b>Chapitre deux ~ Aperçu des programmes</b> .....	<b>9</b>
2.1 Description des programmes .....	9
2.2 Société d'expansion du Cap-Breton .....	9
2.3 Fonds d'investissement du Cap-Breton .....	11
2.4 Agence de promotion économique du Canada atlantique .....	12
2.5 Au sein des chiffres.....	16
<b>Chapitre trois ~ Profil socio-économique de l'île du Cap-Breton</b> .....	<b>25</b>
3.1 Introduction.....	25
3.2 Profil socio-économique.....	25
<b>Chapitre quatre ~ Impact économique</b> .....	<b>42</b>
4.1 Introduction.....	42
4.2 Impact du développement économique .....	42
4.3 Impact économique.....	43
4.4 Impacts macro-économiques .....	54
4.5 Impacts supplémentaires .....	56
<b>Chapitre cinq ~ Impact financier</b> .....	<b>60</b>
5.1 Introduction.....	60
5.2 Impact financier .....	60
<b>Chapitre six ~ Résumé et conclusions</b> .....	<b>65</b>
6.1 Introduction.....	65
6.2 Avantages financiers.....	65
6.3 Retombées économiques.....	68
<b>Annexe A ~ Profil socio-économique historique, île du Cap-Breton (région économique), comtés du Cap-Breton (Divisions de recensement)</b>	
<b>Annexe B ~ Méthodologie d'enquête et instrument d'enquête</b>	
<b>Annexe C ~ Description des programmes</b>	

## **Tableaux et graphiques**

### **Tableaux et graphiques du chapitre deux**

T2.1	Engagements par secteur - APECA.....	18
T2.2	Engagements par secteur - SECB.....	20
T2.3	Aide fédérale par habitant.....	23
T2.4	Projets financés.....	24
C2.1	Niveaux de financement cumulatifs par agence .....	16
C2.2	Niveaux de financement annuels.....	17
C2.3	Investissement par secteur de la SECB, de l'APECA & du FICB.....	21
C2.4	Engagements globaux par comté .....	22

### **Tableaux du chapitre trois**

T3.1	Population par sexe, île du Cap-Breton, 1981-2001 .....	28
T3.2	Population des divisions de recensement de l'île du Cap-Breton par sexe .....	30
T3.3	Population en 2001 par âge et par sexe, île du Cap-Breton .....	31
T3.4	Population par âge et par sexe des comtés du Cap-Breton.....	32
T3.5	Activité sur le marché du travail, île du Cap-Breton.....	33
T3.6	Activité sur le marché du travail, comtés du Cap-Breton .....	34
T3.7	Population active par grands secteurs industriels en 2001, île du Cap-Breton & N.-É.....	35
T3.8	Population active par industrie en 2001, comtés du Cap-Breton.....	36
T3.9	Population active par profession en 2001, île du Cap-Breton & N.-É.....	37
T3.10	Population active par profession en 2001, comtés du Cap-Breton.....	38
T3.11	Ménages, familles et revenus en 2001, île du Cap-Breton.....	40
T3.12	Ménages, familles et revenus en 2001, île du Cap-Breton et comtés .....	41

### **Tableaux du chapitre quatre**

T4.1	Coûts des projets de la SECB .....	47
T4.2	Total des emplois créés par les effets directs, indirects et dérivés des projets qui ont créé des emplois durables et à court terme, 1999-2000 à 2003-2004 .....	47
T4.3	Total des revenus du travail générés par les effets directs, indirects et dérivés des projets qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme, 1999-2000 à 2003-2004 .....	48
T4.4	Produit intérieur brut total généré par les effets directs, indirects et dérivés des projets qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme, 1999-2000 à 2003-2004 .....	48
T4.5	Total des emplois durables créés par les effets directs, indirects et dérivés, 1999-2000 à 2003-2004.....	49

T4.6	Total des revenus du travail durables créés par les effets directs, indirects et dérivés, 1999-2000 à 2003-2004 .....	49
T4.7	Produit intérieur brut total durable créé par les effets directs, indirects et dérivés 1999-2000 à 2003-2004 .....	50
T4.8	Total des emplois à court terme créés par les effets directs, indirects et dérivés 1999-2000 à 2003-2004 .....	50
T4.9	Total des revenus du travail à court terme créés par les effets directs, indirects et dérivés, 1999-2000 à 2003-2004 .....	51
T4.10	Produit intérieur brut total à court terme créé par les effets directs, indirects et dérivés, 1999-2000 à 2003-2004 .....	51
T4.11	Total des emplois créés par les projets qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme .....	52
T4.12	Total des revenus du travail générés par les projets qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme .....	53
T4.13	Produit intérieur brut total généré par les projets qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme .....	53
T4.14	Macro-impacts - Le Cap-Breton sans la SECB .....	55
T4.15	Impacts prévus des projets parrainés par la SECB sur les entreprises des clients interrogés.....	58
T4.16	Réalisation des objectifs des projets par les clients interrogés de la SECB .....	58
T4.17	Distribution des ventes des clients de la SECB interrogés pour les années 1999 et 2003.....	59

**Tableaux du chapitre cinq**

T5.1	Recettes fédérales issues des projets parrainés par la SECB qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme, 1999-2000 à 2003-2004 .....	61
T5.2	Recettes provinciales issues des projets parrainés par la SECB qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme, 1999-2000 à 2003-2004 .....	62
T5.3	Total des recettes provinciales, fédérales et municipales issues des projets parrainés par la SECB qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme, 1999-2000 à 2003-2004.....	63
T5.4	Recettes municipales issues des projets qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme, 1999-2000 à 2003-2004.....	63
T5.5	Économies d'AE réalisées grâce aux nouveaux impacts générés par les projets de la SECB.....	54

**Tableaux du chapitre six**

T6.1	Coût total de l'aide aux projets, Prêts remboursables/Subventions, 1999-2000 à 2003-2004.....	66
T6.2	Total des recettes fiscales fédérales, provinciales et municipales et des coûts des projets parrainés par la SEBC (en milliers de \$), 1999-2000 à 2008-2009.....	67
T6.3	Développement économique au Cap-Breton issu des dépenses de projets de la SECB (en milliers de \$) 1999-2000 à 2008-2009.....	69
T6.4	Retombées économiques durables au Cap-Breton issues des dépenses de projets de la SECB (en milliers de \$), 1999-2000 à 2008-2009.....	70

## Sommaire

Ce rapport fournit une évaluation exhaustive de l'impact des programmes de développement fédéraux de la SECB sur les cinq années financières 1999-2000 à 2003-2004. Notre évaluation de l'impact comprend, pour chaque année, un impact économique (emplois, revenus, produit intérieur brut), un impact financier (recettes et économies de coûts par palier de gouvernement) et un examen de l'évolution de la structure de l'économie du Cap-Breton ainsi qu'une évaluation à l'échelle des comtés.

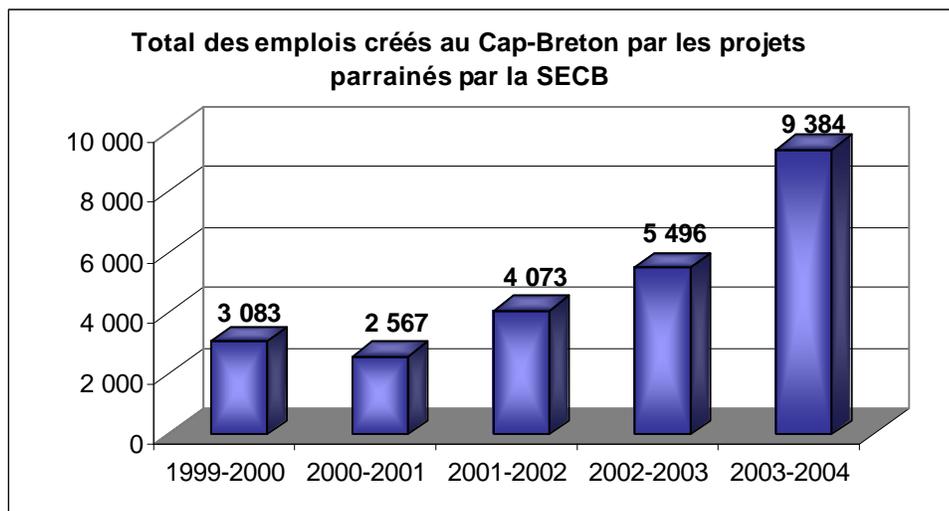
Notre approche à cette évaluation a consisté à réunir des données de sources secondaires, à mener des entrevues avec des clients et à faire une évaluation électronique des dossiers de la SECB. Nous avons estimé les impacts de la SECB à l'aide du modèle d'impact économique Canmac pour le Cap-Breton.

Les résultats de notre rapport montrent le rôle significatif joué par la SECB dans l'économie du Cap-Breton. Au cours de la période 1999-2000 à 2003-2004, la SECB a fourni des subventions et des prêts remboursables d'un montant total de 181,6 millions de \$ à des projets dont les dépenses en immobilisations étaient admissibles. Ceci a suscité des dépenses de projets supplémentaires de telle sorte que les dépenses totales au cours de la période se sont élevées à 783,1 millions de \$. Voici quelques-uns des principaux impacts économiques associés à ces dépenses :

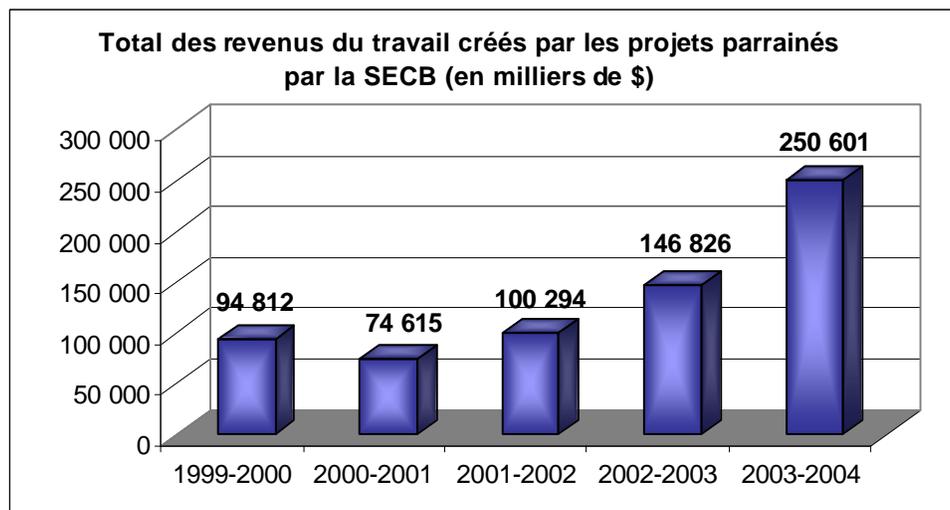
1. Lors de l'exercice 2003-2004, le nombre d'emplois créé annuellement par la SECB s'élevait à 9 384 (équivalents temps plein). Ce nombre total d'emplois se répartit comme suit :
  - 6 339 (ETP) emplois directs issus d'une activité durable;
  - 1 235 (ETP) emplois directs issus de la création d'emplois à court terme (construction primaire);
  - 1 809 emplois indirects et emplois induits
2. La majorité des emplois directs durables est générée par une petite portion de la clientèle de la SECB (centres de téléservice, compagnies

manufacturières). Nous estimons que les dix (10) principaux créateurs d'emplois sont responsables de 87,6 % de l'emploi direct durable total. Les emplois à court terme et les emplois induits sont répartis sur l'ensemble du secteur privé de l'île.

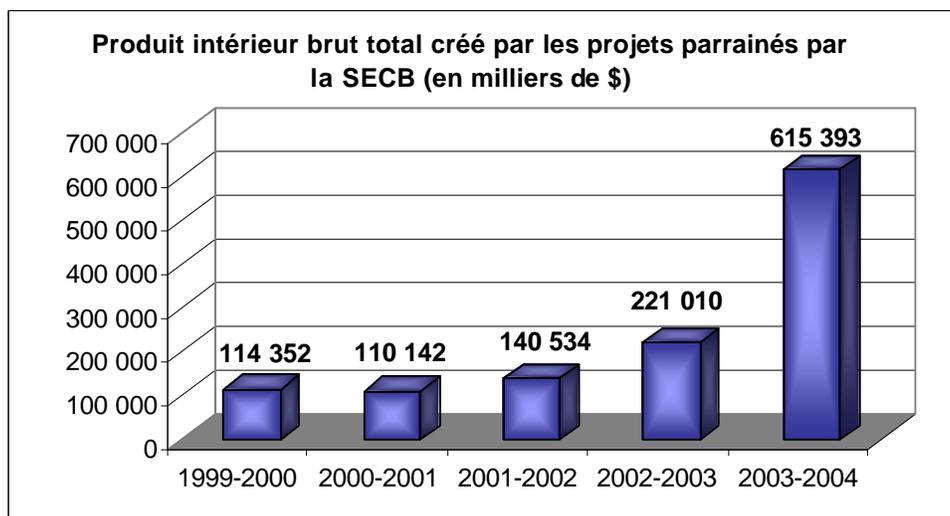
3. Au cours de la période 1999-2000 à 2003-2004, un total de 24 603 emplois durables et à court terme ont été créés, soit 4 921 emplois par an, en moyenne.
4. La croissance la plus importante a eu lieu durant la période 2002-2003 à 2003-2004. La cause primordiale de cette croissance est que les entreprises (comme les centres d'appel) qui avaient reçu auparavant des fonds d'investissement ont atteint leur niveau de pleine production en 2003-2004.



5. Un total de 667,1 millions de \$ de revenus du travail ont été reçu par les ménages du Cap-Breton, soit 133,4 millions de \$ par an, en moyenne.

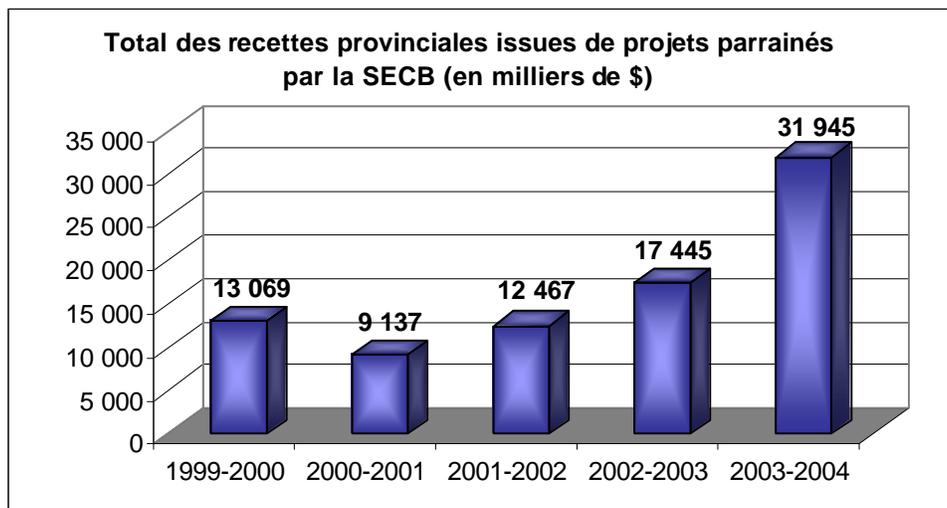


5. La création totale de PIB s'est élevée à 1 201,4 millions de \$, soit 240,3 millions de \$ par an, en moyenne.

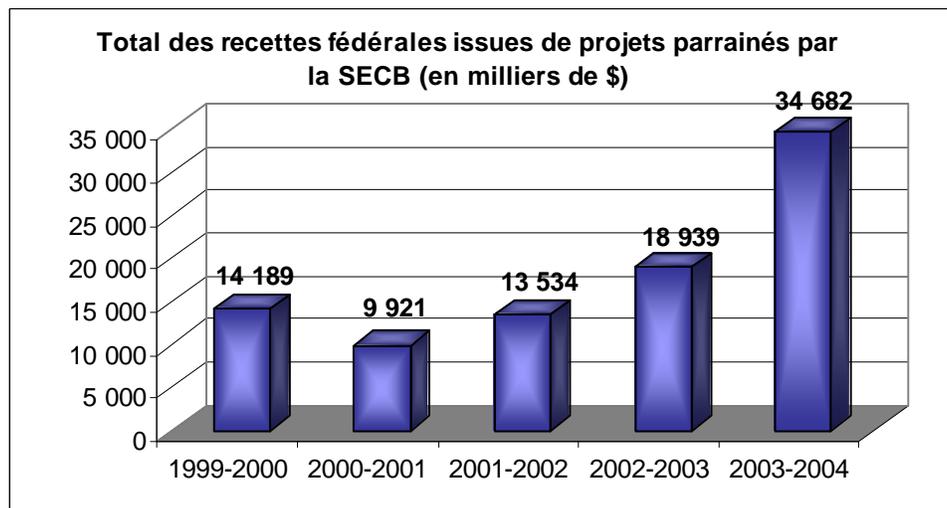


Parmi les principaux impacts financiers, notons :

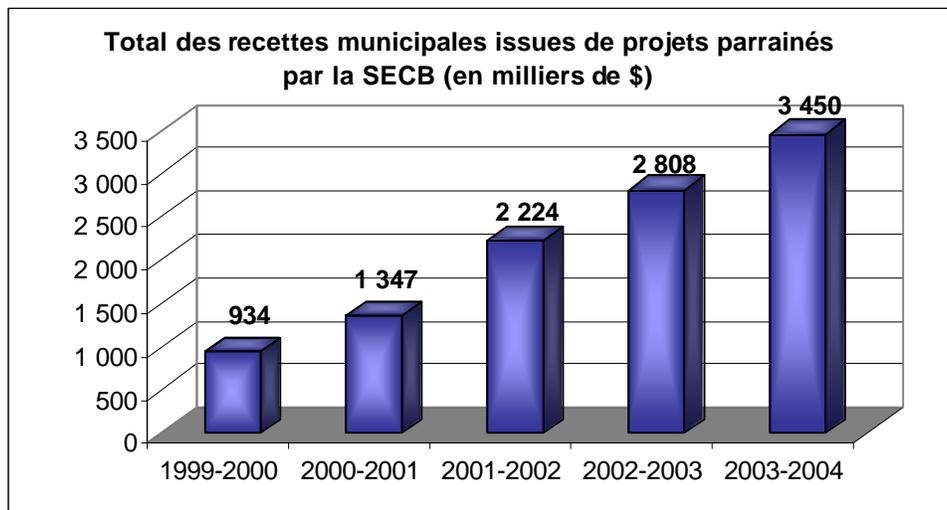
1. Une augmentation de 84 millions de \$ des recettes fiscales provinciales, soit 16,8 millions de \$ par an, en moyenne.



2. Une augmentation de 91,2 millions de \$ des recettes fiscales fédérales, soit 18,2 millions de \$ par an et des économies estimées d'assurance-emploi de 30,6 millions de \$ par an, en moyenne.



3. Une augmentation de 10,8 millions de \$ des recettes fiscales municipales, soit 2,2 millions de \$ par an, en moyenne.



À l'échelle des comtés, nous estimons que les principaux impacts en termes de création d'emplois s'observent dans le comté du Cap-Breton (69 %) suivi du comté d'Inverness (23 %), du comté de Victoria (5 %) et du comté de Richmond (3 %).

Pour ce qui est des revenus aux gouvernements par rapport aux dépenses engagées, nous prévoyons :

1. Des dépenses totales engagées par le gouvernement de 354,9 millions de \$ au cours de la période de référence 1999-2000 à 2008-2009, soit 35,5 millions de \$ par an.
2. Des recettes fiscales totales de 982 millions de \$, soit 98,2 millions de \$ par an.
3. La valeur nette actuelle des recettes fiscales issues des projets de la SECB s'élève à 368,6 millions de \$. Le rapport avantages-coûts pour les programmes est estimé à 2,77 \$ d'avantages pour chaque dollar dépensé.

# Chapitre un

## Introduction

### **1.1 Introduction**

L'objet de ce rapport est de fournir une évaluation exhaustive de l'impact économique des programmes de développement mis en œuvre par la SECB et le FICB pour le compte du gouvernement du Canada. Plus précisément, ce rapport...

1. évalue les impacts économiques directs, indirects et dérivés des programmes réalisés par la SECB et le FICB sur l'économie du Cap-Breton, catégorisés par comté ainsi que par année financière à compter du 1<sup>er</sup> avril 1999. L'évaluation de l'impact économique comprend :
  - l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) qui a résulté de l'aide au développement économique;
  - la croissance de l'emploi qui a résulté de l'aide au développement.
  - la croissance des revenus qui a résulté de l'aide au développement.
  - la croissance des recettes fiscales de l'île qui a résulté de l'aide au développement.

En plus d'une évaluation de l'impact économique, ce rapport :

2. analyse la manière dont l'aide au développement économique a permis de générer de l'activité économique, de nouveaux démarrages d'entreprises et des ventes. Une partie de cette analyse examine si l'aide au développement permet de diversifier l'économie en secteurs durables;
3. analyse le niveau des exportations du Cap-Breton pour déterminer si l'aide au développement a augmenté le volume des ventes en dehors de l'île;
4. analyse si cette aide génère une croissance durable qui permettra en fin de compte à l'économie de l'île de se développer sans l'aide du gouvernement.

### **1.2 Aperçu de la méthodologie**

L'approche de Canmac en vue de ce rapport a comporté trois (3) activités principales :

1. Un examen des sources de données primaires
2. Une enquête auprès des clients directs
3. L'élaboration et la simulation du modèle d'impact

### ***Examen des sources de données primaires***

L'équipe de Canmac a procédé à une évaluation électronique des bases de données clients et des bases de données statistiques de la SECB. Une partie importante de cette activité a consisté à fusionner plusieurs ensembles de données diverses en une base de données capable de fournir une vision cohérente de la taille et du financement des projets, en évitant la redondance entre les divers ensembles de données. Une fois la base de données établie, nous avons procédé à une analyse statistique descriptive exhaustive.

### ***Enquête auprès des clients directs***

Les sources de données secondaires (les données clients de la SECB, les données statistiques de Statistique Canada, etc.) ont été une composante de la base de données des projets. La seconde composante a été une enquête auprès des clients directs. Canmac a mené plus de 150 enquêtes à l'aide d'une combinaison d'entretiens personnels et d'entrevues par téléphone. L'annexe B fournit un exemple de l'instrument d'enquête et une discussion plus détaillée de la conception de l'enquête.

### ***Modèle d'impact***

Nous avons mesuré l'impact global des programmes de la SECB sur l'économie du Cap-Breton à l'aide du modèle d'impact économique de la région élaboré par Canmac. Ce modèle d'impact comporte deux modules associés :

1. Notre modèle d'impact intrants-extrants (I-O Model)
2. Un ensemble d'équations qui décrivent le macro-environnement.

Les résultats de l'analyse de l'enquête ont fourni des données sur l'impact économique direct de chaque projet, caractérisé par comté, par année financière et par type de programme. Les données ont également fourni des mesures de l'effet d'entraînement des projets. Les données d'entrée directes ont servi à effectuer des simulations d'impact à l'aide du Modèle intrants-extrants de l'économie du Cap-Breton, modèle breveté de Canmac. Canmac maintient et actualise régulièrement son Modèle intrants-extrants de l'économie du Cap-Breton. La micro-simulation a fourni beaucoup de

détails sur l'impact des projets. Les projets ont été classés par type de programme, par année et par emplacement. Les résultats portent sur l'impact total et différentiel tel que mesuré par le PIB, les emplois (équivalents temps plein) et les revenus, directs et dérivés. Les résultats portent également sur la production de recettes fiscales par palier de gouvernement et par économies de coûts (AE).

La simulation intrants-extrants fournit les impacts spécifiques des projets. Toutefois, la micro-simulation doit être mise en liaison avec la macro-économie pour mesurer précisément l'impact global des dépenses de développement fédérales sur l'île et à l'échelle des comtés. Seule la macro-simulation nous permet d'obtenir le total des emplois, des revenus, du PIB, de la population active et des données démographiques qui sont liés aux macro-agrégats. Le macro-modèle tient compte de l'ensemble de la comptabilité économique et des délais qui influent sur l'économie.

### ***1.3 Format du rapport***

Ce rapport est présenté en six (6) chapitres, y compris le présent chapitre. Le chapitre deux donne un aperçu des programmes et un profil statistique. Le chapitre trois présente un profil socio-économique de l'économie du Cap-Breton. Le chapitre quatre fournit nos résultats en matière d'impact économique et le chapitre cinq présente nos résultats en matière d'impact financier. Le chapitre six propose une perspective d'avenir sur l'orientation globale et la durabilité de l'économie du Cap-Breton et sur le revenu au gouvernement en termes des avantages nets des initiatives de développement gouvernementales. Les annexes du présent rapport fournissent une documentation plus détaillée à l'appui des résultats présentés dans le corps du rapport.

## **Chapitre deux**

### **Aperçu des programmes**

#### **2.1 Description des programmes**

Vous trouverez ci-dessous une brève description des véhicules et des programmes de développement économique et communautaire utilisés par le gouvernement du Canada pour la mise en valeur et la diversification du Cap-Breton.

#### **2.2 Société d'expansion du Cap-Breton**

La Société d'expansion du Cap-Breton (SECB) est une société d'État établie dans le cadre d'une initiative de revitalisation à grande échelle destinée à aider le Cap-Breton à passer de sa dépendance sur le charbonnage à une économie plus diversifiée et plus équilibrée. La SECB était initialement la Division de développement industriel (DDI) de la Société de développement du Cap-Breton (connu sous le nom de DEVCO), société d'État créée en 1967 à l'issue d'une Commission royale sur l'avenir du charbonnage au Cap-Breton. La SECB a été dissociée de DEVCO dans les années 70 et a reçu l'autorisation de fonctionner comme société d'État autonome.

À certains égards, la SECB est unique dans le contexte du développement économique fédéral. Elle a des pouvoirs étendus, une flexibilité considérable et la compétence législative de se développer de manière autonome ou en partenariat avec virtuellement tous les secteurs de l'économie à l'exception du charbonnage. En fait, la société peut utiliser tout un éventail d'instruments financiers pour réaliser ses objectifs, allant des prêts aux capitaux propres, et à la propriété et l'exploitation directes. Dans les dernières années, ses priorités et ses activités stratégiques ont porté sur l'entrepreneuriat et la conservation des jeunes, l'accès au capital, le développement des exportations, la recherche et le développement, le développement des ressources humaines et la commercialisation. En moyenne, au cours de la période 1999-2000 à 2003-2004, la SECB a fonctionné avec un crédit parlementaire annuel d'environ 8,5 millions de \$, dont environ 6,5 millions sont investis dans un éventail de projets destinés à réaliser les

objectifs de la société.

En vertu de son mandat et de sa compétence législative, la SECB stimule le développement économique et communautaire au sein de la région qu'elle dessert en soutenant les entreprises, autrement dit l'activité commerciale, et en aidant les communautés, ce qui est considéré comme une activité de nature non commerciale. Les initiatives commerciales doivent être en mesure de démontrer qu'elles ont le potentiel de profiter à l'économie en générant de nouveaux revenus supplémentaires et qu'elles entrent dans l'une ou plusieurs des catégories d'activités qui sont considérées à valeur économique ajoutée.

Les demandes sont évaluées en fonction du risque, au moyen de critères comme l'équité, la compétence de direction, la répartition des fonds, et le potentiel commercial. De plus, les projets sont évalués en fonction de leur potentiel individuel à faciliter la promotion des activités stratégiques de la société, c'est-à-dire le commerce et le tourisme.

Bien que la société soit habilitée à employer une gamme d'instruments financiers allant des capitaux propres aux prêts non remboursables, la majorité du financement se fait sous forme de prêts remboursables sans intérêt. La période de remboursement s'étend normalement sur dix ans. Habituellement, 95 % des prêts dans une année donnée sont intégralement remboursés. Dans certains cas, la société emploie la méthode des paiements en bloc, particulièrement lorsqu'elle a fait preuve de tolérance dans les premières années pour permettre à une entreprise de s'établir.

L'effet de levier financier est un facteur clé dans les prises de décision relatives aux investissements et la SECB cherche à optimiser les investissements de capitaux de source privée, publique et commerciale. En général, la société limite le risque couru pour les projets commerciaux à 50 % des coûts d'immobilisation approuvés et exige des promoteurs de projet un minimum de 20 % de capitaux propres.

De temps en temps, la SECB fait grâce d'une partie d'un prêt normalement remboursable en fonction de la nature et de la taille d'un projet particulier. Normalement, cette remise de dettes est liée à des cibles précises et elle doit par conséquent se mériter. La création d'emplois est la cible préférée et la remise globale est calculée sur la base des emplois en fonction des traitements et des salaires payés.

Le vice-président est habilité à approuver personnellement un financement jusqu'à un plafond fixe, tandis que les montants dépassant ce plafond exigent l'approbation du Conseil d'administration de la société.

Les projets non commerciaux sont étudiés individuellement et les décisions d'investissement sont basées sur le potentiel de l'initiative à contribuer à la promotion d'un secteur économique d'importance stratégique, p. ex. le tourisme. La société peut investir jusqu'à 75 % des coûts d'immobilisation approuvés. Une fois encore, l'effet de levier financier est une considération importante et des efforts sont faits pour assurer le financement à partir d'autres sources publiques, commerciales et communautaires. Pratiquement tout le financement des projets non commerciaux est non remboursable. La SECB incorpore dans les contrats individuels des mécanismes de rapport qui établissent des processus précis en vue de contrôler l'évolution d'un projet par rapport aux buts et aux objectifs déclarés. La période de contrôle pour la plupart des projets est de trois ans. Le taux de défaillance est de 5 % par an en moyenne.

### ***2.3 Fonds d'investissement du Cap-Breton***

Le Fonds d'investissement du Cap-Breton (FICB) est une filiale en propriété exclusive de la Société d'expansion du Cap-Breton. En 1999, suite à une décision du gouvernement fédéral de rationaliser le charbonnage au Cap-Breton, à l'issue d'une longue période de pertes d'exploitation constantes, il a été décidé d'établir un fond spécial d'ajustement économique pour l'île. Le FICB a été constitué en société en l'an 2000, pour servir d'organe de mise en oeuvre. À l'origine, il était financé par des subventions de 68 millions de \$ du gouvernement fédéral et de 12 millions de \$ du gouvernement provincial. Le total des fonds mis à la disposition de la société a

augmenté de 28 millions de \$ en 2001, ce qui coïncidait avec la fermeture annoncée des mines de charbon suite à l'échec des efforts pour attirer des entreprises privées. De ce montant, 10 millions de \$ ont été alloués à un fonds spécial pour faciliter la transition des communautés affectées à une économie plus diversifiée. Le Fonds d'adaptation des collectivités finance une gamme de projets allant de l'infrastructure stratégique à la commercialisation, à la promotion et au développement de nouvelles entreprises. Au total, le FICB a reçu un financement de 98 millions de \$.

La mission du FICB est de travailler en partenariat avec le secteur privé, le secteur public et la communauté pour faire des investissements qui complètent les programmes d'encouragement et de développement existants. Le Fonds s'attache à faire progresser cinq secteurs prioritaires et entreprend des initiatives stratégiques appropriées pour attirer des investissements externes à l'île. La SECB soutient le FICB au plan administratif pour la prestation du fonds d'adaptation dans le cadre d'un effort concerté pour éviter le chevauchement des tâches et pour minimiser les frais généraux.

Bien qu'étant une filiale de la SECB, le Fonds d'investissement du Cap-Breton a son propre Conseil d'administration. Le Fonds s'intéresse surtout à des projets commerciaux et utilise des critères d'investissement, des modalités de financement, des principes de levier, des périodes de contrôle, des mécanismes de suivi et des critères de remise de dette similaires à ceux de la SECB.

## ***2.4 Agence de promotion économique du Canada atlantique***

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) est le principal organisme fédéral de développement économique dans les provinces de l'Atlantique. Établi en 1987, il est axé sur l'innovation, l'entrepreneuriat et le commerce et s'efforce de faciliter la recherche et le développement, d'attirer de nouveaux investissements et de bâtir des communautés plus solides. L'APECA poursuit des priorités stratégiques comme l'innovation, le développement économique communautaire, l'entrepreneuriat et l'acquisition des compétences en affaires.

L'APECA n'a pas la marge de manœuvre ni la flexibilité dont disposent la SECB et sa filiale le FICB en matière de prises de décision relatives aux investissements. Comme noté plus haut, la SECB bénéficie d'une compétence législative étendue et est habilitée à employer un éventail d'instruments financiers pour le développement économique et communautaire. L'APECA repose en grande partie sur des programmes et est, par conséquent, lié par des paramètres qui limitent ses décisions d'investissement. La gamme des programmes couvre l'expansion des entreprises, l'infrastructure, les sociétés de développement économique communautaire, le commerce et l'investissement ainsi que l'ajustement économique. La SECB est responsable de la mise en œuvre des programmes de l'APECA dans la région qu'elle dessert, c'est-à-dire l'île du Cap-Breton et Mulgrave dans le comté de Guysborough.

#### ***2.4.1 Programme de développement des entreprises***

Le développement des entreprises a été l'un des domaines d'intervention les plus actifs de la SECB en termes de sa relation avec l'APECA. Le Programme de développement des entreprises (PDE) fournit un soutien à des projets commerciaux et non commerciaux en vue de faciliter l'expansion ou la modernisation. L'investissement se fait généralement sous forme de contributions remboursables, non garanties et sans intérêt. La plupart des secteurs économiques sont admissibles, à l'exception de la vente au détail et en gros, de l'immobilier, des services gouvernementaux et des services de nature personnelle ou sociale.

Le taux d'aide maximum disponible pour les dépenses admissibles, telles que la construction de bâtiments, l'achat de matériel et l'infrastructure est de 50 % tandis qu'une aide de 75 % est disponible pour la commercialisation, la formation, l'élaboration de projets d'entreprise et le soutien aux entreprises.

Les projets commerciaux reçoivent généralement cette assistance sous forme de prêts remboursables sans intérêt tandis que les initiatives non commerciales, y compris les activités comme le marketing, la formation et autres sont financées par des subventions non remboursables.

### ***2.4.2 Partenariat pour le commerce et l'investissement au Canada atlantique***

Le Partenariat pour le commerce et l'investissement au Canada atlantique est un autre programme de l'APECA réalisé par la SECB. Il apporte une aide au développement du commerce international et de l'investissement et comporte cinq initiatives clés : (i) délégations commerciales, (ii) stratégies sectorielles, (iii) perfectionnement des compétences, (iv) stages de formation et (v) stratégies d'investissement.

### ***2.4.3 Partenariat pour l'entrepreneurship et le développement des compétences en affaires***

Le Partenariat pour l'entrepreneurship et le développement des compétences en affaires sert à renforcer les capacités et à apporter aux entrepreneurs des connaissances, des capacités de gestion et des compétences techniques. Il aide également les femmes entrepreneures par le biais de l'Initiative Femmes d'affaires. De plus, il aide les jeunes entrepreneurs à acquérir les attitudes et les compétences nécessaires pour démarrer et développer une entreprise.

### ***2.4.4 Programme des travaux d'infrastructure du Canada***

Le Programme des travaux d'infrastructure du Canada est une initiative sur six ans visant à renouveler et à améliorer l'infrastructure matérielle du Canada. La priorité numéro un de ce programme concerne les initiatives écologiques municipales. Les autres priorités sont les transports locaux, les routes et les ponts, les logements abordables et les télécommunications.

### ***2.4.5 Fonds d'innovation de l'Atlantique et Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités***

La SECB, dans le cadre de ses relations avec l'APECA, porte également la responsabilité de la prestation de deux fonds stratégiques régionaux. Le Fonds d'innovation de l'Atlantique (FIA) est un programme de 300 millions de \$ sur 5 ans destiné à accélérer le développement de l'industrie du savoir. Il renforce la capacité de

la région à mener des recherches et des activités de développement de pointe. Le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités finance des initiatives qui répondent aux besoins du Canada atlantique en matière de développement économique en consolidant les collectivités. Il se monte à 135 millions de \$ sur cinq ans et, tout comme le FIA, il est administré dans le cadre du Partenariat pour le commerce et l'investissement au Canada atlantique.

#### ***2.4.6 Mesures d'adaptation et de restructuration des pêches***

La SECB a réalisé pour l'APECA un programme d'adaptation clé appelé Mesures d'adaptation et de restructuration des pêches. L'accent était mis sur des projets au sein des communautés affectées par le ralentissement de la pêche de fond de l'Atlantique. Les objectifs étaient de stimuler l'emploi à long terme et de contribuer à la diversification des économies rurales traditionnelles.

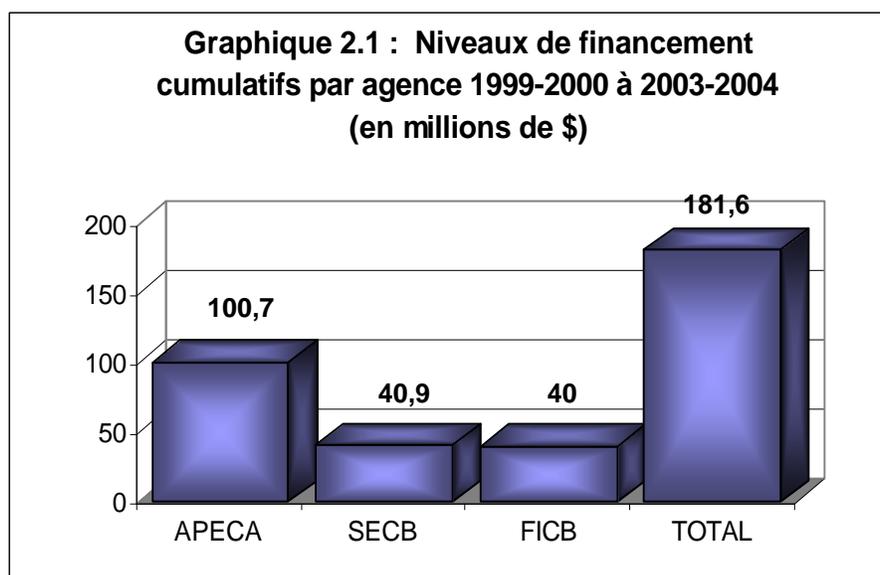
#### ***2.4.7 Corporations de développement communautaire***

L'APECA s'efforce d'augmenter et de maintenir l'emploi en soutenant financièrement des petites et moyennes entreprises (PME) au moyen de services de conseils et de financement fournis par le biais des corporations de développement communautaire.

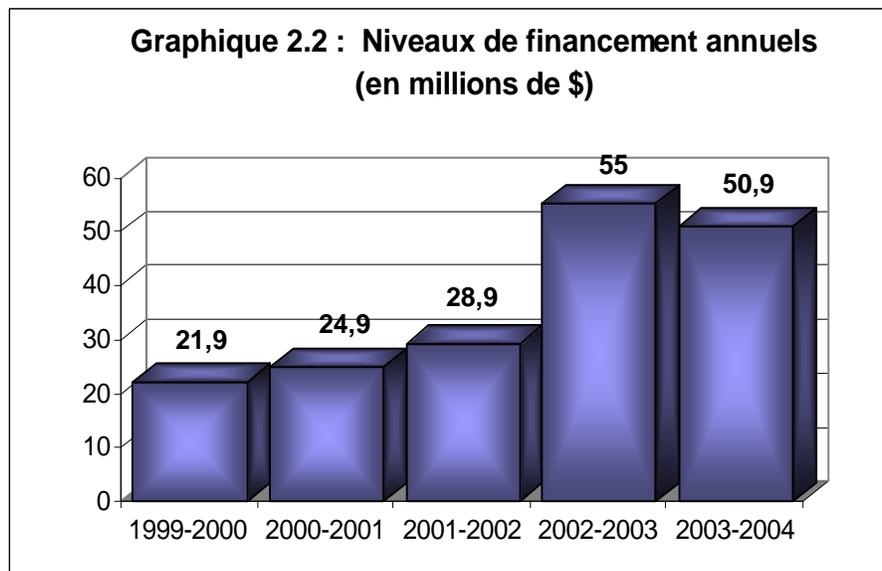
## 2.5 Au sein des chiffres

### 2.5.1 Investissement global

Durant la période de référence allant du 1<sup>er</sup> avril 1999 au 31 mars 2004, plus de 900 projets d'administration distincts ont été financés dans le cadre des programmes de la SECB, de l'APECA et du FICB. L'investissement fédéral global a été de près de 182 millions de \$, ce qui, selon les données de la SECB, a suscité l'apport environ 600 millions de \$ d'autres sources. Le financement de l'APECA a été la composante la plus importante des programmes de la SECB, avec 100,7 millions de \$, suivi de la SECB avec 40,9 millions de \$ et du FICB avec 40 millions de \$ (Graphique 2.1).



Comme il a été mentionné plus haut, le financement total s'est élevé à 181,6 millions de \$ entre 1999-2000 et 2003-2004, soit un financement annuel moyen de 36,3 millions de \$ par an. En 1999-2000, l'aide s'est élevée à 21,9 millions de \$, elle a atteint 24,9 millions de \$ en 2000-2001, et s'est encore accrue pour atteindre 28,9 millions de \$ en 2001-2002. Le financement a atteint son niveau maximum en 2002-2003 avec 55 millions de \$ et est retombé à 50,9 millions de \$ en 2003-2004 (Graphique 2.2).



### **2.5.2 Fonds d'investissement du Cap-Breton**

Durant la période 1999-2000 à 2003-2004, le FICB a aidé plus de 40 projets en apportant un financement total de 40 millions de \$, ce financement a suscité 203,9 millions de \$ de nouvelles dépenses d'investissement, a généré 1 763 nouveaux emplois et plus de 570 millions de \$ de ventes d'exportation additionnelles. La majeure partie de l'aide (plus de 50 %) était de nature stratégique et a servi à financer des projets spécialisés comme des centres d'assistance à la clientèle, des usines de pièces automobiles ainsi que des entreprises de préparation et de distribution de produits alimentaires au détail. L'aide moyenne par projet a été de 0,98 million de \$ tandis que l'aide moyenne par emploi créé a été de 22 689 \$.

Il faut noter que l'aide comprend les contributions à la fois remboursables et non remboursables.

### **2.5.3 Agence de promotion économique du Canada atlantique**

Les programmes de l'APECA ont été utilisés dans tout le secteur desservi par la SECB à l'appui de 621 projets au total au cours de la période 1999-2000 à 2003-2004, l'aide totale s'élevant à 100,7 millions de \$. La majeure partie de ces projets (387 soit 62 %) étaient de nature non commerciale et le Programme de développement des entreprises a été le véhicule d'investissement le plus actif de l'agence : 57,1 millions de \$, soit 57 %

du montant global sont passés par cette voie, la majorité de l'aide étant remboursable. Au total, on annonce que l'investissement de l'APECA a suscité plus de 130 millions de \$ de nouveaux investissements et créé plus de 1 200 nouveaux emplois. Après le Programme de développement des entreprises, c'est le Partenariat pour le commerce et l'investissement au Canada atlantique (PCICA) qui a été le domaine d'investissement le plus actif avec plus de 30 %, soit 33,2 millions de \$ d'aide totale allouée au commerce, au perfectionnement des compétences et aux stratégies d'investissement. Il faut noter que le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités et le Fonds d'innovation de l'Atlantique faisaient tous deux partie du PCICA.

Le tableau 2.1 indique que durant la période d'avril 2000 à mars 2004, 74 % de l'investissement global de l'APECA au Cap-Breton a été destiné à trois secteurs économiques clés : l'industrie du savoir, la fabrication, le tourisme et la culture.

<b>Tableau 2.1 : Engagements par secteur APECA – Avril 2000 à mars 2004 (en milliers de \$)</b>						
<b>APECA</b>	<b>2000-2001</b>	<b>2001-2002</b>	<b>2002-2003</b>	<b>2003-2004</b>	<b>Moyenne sur 4 ans</b>	<b>Investissement total (en milliers de \$)</b>
<b>Industrie du savoir</b>	29,7 %	26,4 %	12,3 %	29,1 %	24,4 %	21 514
<b>Fabrication</b>	11,9 %	17,5 %	20,7 %	15,2 %	16,3 %	14 391
<b>Tourisme et culture</b>	38,6 %	25,6 %	33,5 %	34,7 %	33,1 %	29 922
<b>Pétrole et gaz</b>	1,8 %	3,6 %	7,1 %	1,7 %	3,6 %	2 967
<b>Initiatives stratégiques</b>	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	--
<b>Services aux entreprises</b>	0,0 %	1,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	105
<b>Ressources naturelles</b>	4,8 %	3,3 %	0,5 %	2,9 %	2,9 %	2 332
<b>Construction et génie</b>	13,2 %	19,7 %	25,6 %	16,2 %	18,7 %	16 345
<b>Assainissement environnemental</b>	0,0 %	2,9 %	0,3 %	0,2 %	0,9 %	453
<b>Investissement total</b>	<b>16 336</b>	<b>10 662</b>	<b>23 365</b>	<b>37 636</b>	<b>22 007</b>	<b>88 029</b>
<i>Remarque : Les données par secteur n'étaient pas disponibles pour 1999-2000. Source : Canmac Economics, SECB</i>						

#### **2.5.4 Société d'expansion du Cap-Breton**

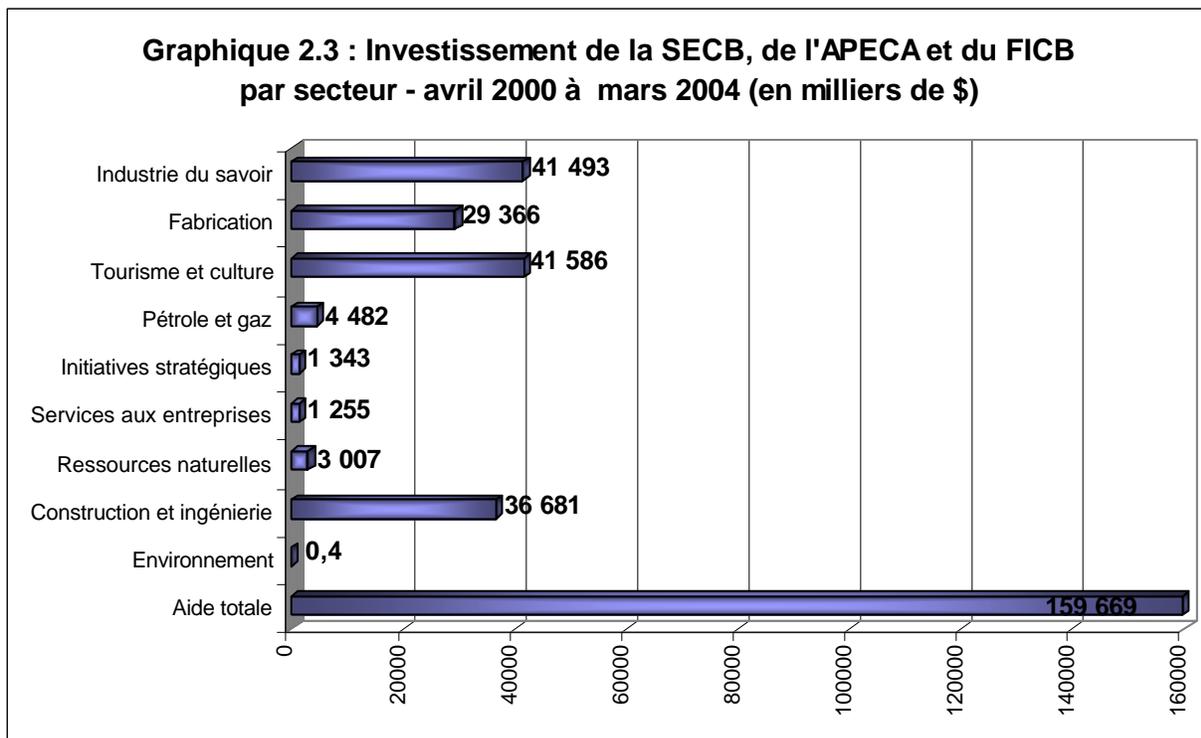
En plus de déboursier son budget de base, la société a été brièvement responsable de la prestation du fonds d'adaptation économique établi suite à la rationalisation du charbonnage sur l'île et puis remplacé par le FICB. De plus, la SECB a assuré la prestation du Fonds d'adaptation des collectivités (FAC) établi spécialement pour faciliter la transition des anciennes communautés basées sur le charbonnage. Au total, la SECB a fourni une aide financière d'un montant de 40,9 millions de \$ durant la période 1999-2000 à 2003-2004. Un total de 264 projets ont été financés, dont 61 %, soit 162 initiatives, étaient de nature non commerciale et ont reçu 14,7 millions de \$ d'aide. Les initiatives commerciales ont reçu une aide de l'ordre de 13,4 millions de \$ et les anciennes collectivités minières ont reçu 10 millions de \$ dans le cadre du FAC, tandis que les activités de développement économique communautaire ont reçu un montant de 2,8 millions de \$. Les données de la SECB semblent indiquer que l'aide de 40,9 millions de \$ a eu pour effet de susciter plus de 125 millions de \$ d'investissements supplémentaires. L'aide de la SECB a contribué à créer 2 025 emplois tandis que l'aide du FAC a permis de créer 411 emplois, pour un total de 2 436 emplois.

Comme indiqué dans le tableau 2.2, durant la période allant d'avril 2000 à mars 2004, plus de 50 % des investissements de la SECB, sans compter ceux du FICB et de l'APECA, ont été alloués à l'industrie du savoir, à la fabrication et au développement du tourisme.

<b>Tableau 2.2 : Engagements par secteur SECB - avril 2000 à mars 2004 (en milliers de \$)</b>						
<b>SECB</b>	<b>2000- 2001</b>	<b>2001- 2002</b>	<b>2002- 2003</b>	<b>2003- 2004</b>	<b>Moyenne sur 4 ans</b>	<b>Investissement total</b>
<b>Industrie du savoir</b>	46,2 %	9,0 %	9,5 %	0,0 %	16,2 %	<b>4 677</b>
<b>Fabrication</b>	34,9 %	5,3 %	16,4 %	2,8 %	14,9 %	<b>4 869</b>
<b>Tourisme et culture</b>	14,1 %	33,6 %	28,2 %	24,8 %	25,2 %	<b>8 664</b>
<b>Pétrole et gaz</b>	0,0 %	7,2 %	6,5 %	2,0 %	3,9 %	<b>1 515</b>
<b>Initiatives stratégiques</b>	1,5 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,4 %	<b>93</b>
<b>Services aux entreprises</b>	0,0 %	0,7 %	0,0 %	0,0 %	0,2 %	<b>50</b>
<b>Ressources naturelles</b>	2,8 %	0,0 %	0,0 %	7,3 %	2,5 %	<b>675</b>
<b>Construction et génie</b>	0,4 %	44,2 %	39,4 %	63,0 %	36,8 %	<b>12 693</b>
<b>Investissement total</b>	<b>6 011</b>	<b>6 886</b>	<b>13 466</b>	<b>6 870</b>	<b>8 308</b>	<b>33 236</b>
<i>Remarque : Les données par secteur n'étaient pas disponibles pour 1999-2000. Source : Canmac Economics, SECB</i>						

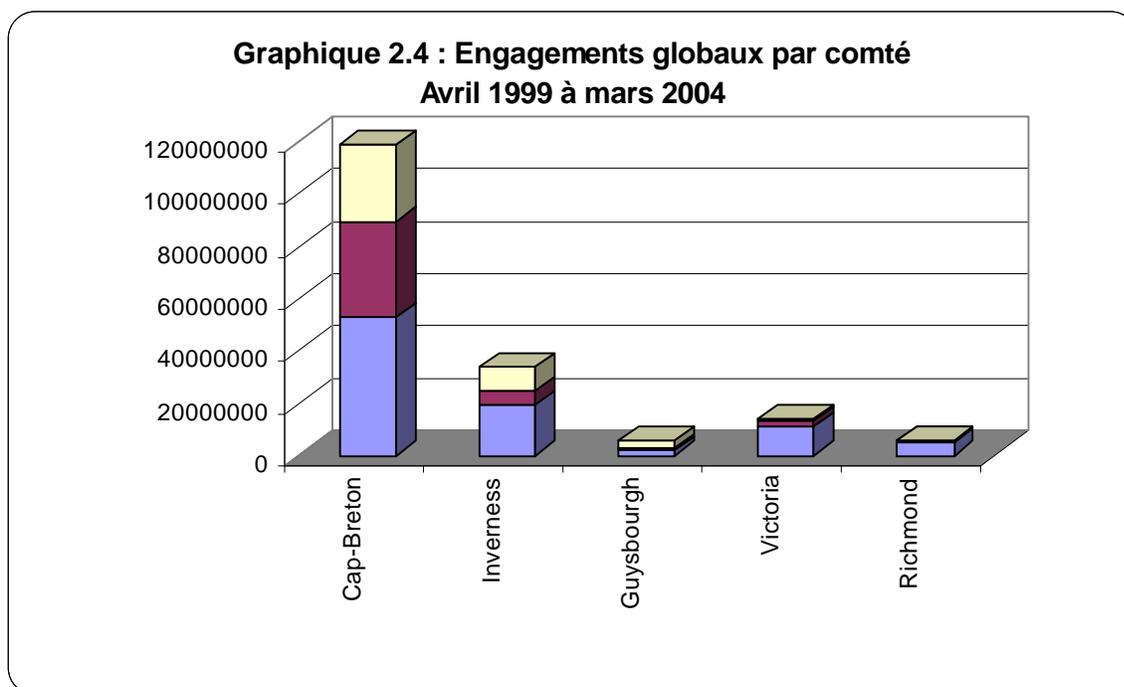
### 2.5.5 Investissement global par secteur

Comme indiqué dans le graphique 2.3, un total de 159,7 millions de \$ a été investi par la SECB, le FICB et l'APECA durant la période allant d'avril 2000 à mars 2004. Sur cette somme, près de 42 millions de \$ ont été destinés au développement du tourisme, plus de 41 millions de \$ à l'industrie du savoir et près de 37 millions de \$ au développement économique communautaire.



### 2.5.6 Financement par comté

Comme indiqué dans le graphique 2.4, le comté du Cap-Breton a été le bénéficiaire de la majeure partie de l'investissement fédéral par la SECB, l'APECA et le FICB dans les domaines de l'expansion des entreprises et du développement communautaire au Cap-Breton entre 1999-2000 et 2003-2004. Le montant de 118 694 578 \$ investi dans le comté du Cap-Breton durant la période de référence représentait 66,6 percent du montant global (178 209 891 \$). Encore une fois, les programmes de l'APECA se sont révélés le véhicule d'investissement le plus actif dans le comté du Cap-Breton, celui-ci ayant reçu par ce biais 52 852 939 \$, soit 44,5 % du montant global.



### **2.5.7 Financement par habitant**

Les données du recensement de 2001 indiquent que la population du Cap-Breton s'élève à 147 454 habitants. Par conséquent, l'investissement effectué par le gouvernement fédéral au Cap-Breton en faveur du développement économique, du développement des entreprises et du développement communautaire dans le cadre des programmes de la SECB, de l'APECA et du FICB a été de 1 169 \$ par habitant (tableau 2.3). Le comté du Cap-Breton a reçu légèrement moins que la moyenne par habitant, soit 1 086 \$, tandis que le comté d'Inverness a reçu 1 707 \$, le comté de Victoria 1 769 \$ et le comté de Richmond 547 \$.

<b>Tableau 2.3 : Aide fédérale par habitant Avril 1999 à mars 2004</b>			
<i>Région</i>	<i>Population</i>	<i>Investissement fédéral</i>	<i>Par habitant</i>
<b>Comté du Cap-Breton</b>	109 330	118 694 578	1 085,65
<b>Comté d'Inverness</b>	19 937	34 034 839	1 707,12
<b>Comté de Victoria</b>	7 962	14 086 875	1 769,26
<b>Comté de Richmond</b>	10 225	5 596 951	547,38
<b>Île du Cap-Breton</b>	147 454	172 413 243	1 169,27
<b>Guysborough</b>	9 827	5 710 653	581,12

*Source : Canmac Economics, SECB*

### **2.5.8 Nombre de projets**

Un total de 832 projets ont été financés au cours de la période de référence. Parmi, eux, 573 projets ont été financés par les programmes de l'APECA, 208 par la SECB et 51 par le FICB. Le tableau 2.4 ci-dessous souligne la position dominante de l'APECA au sein du Cap-Breton pour ce qui est des initiatives de développement économique et communautaire sous l'impulsion du gouvernement fédéral.

<b>Tableau 2.4 : Projets financés Avril 1999 à mars 2004</b>		
	<b><i>Nombre</i></b>	<b><i>% du total</i></b>
<b><i>APECA</i></b>	573	68,9 %
<b><i>SECB</i></b>	208	25,0 %
<b><i>FICB</i></b>	51	6,1 %
<b>Total</b>	<b>832</b>	<b>100 %</b>

**Source : Canmac Economics, SECB**

## **Chapitre trois**

### **Profil socio-économique de l'île du Cap-Breton**

#### **3.1 Introduction**

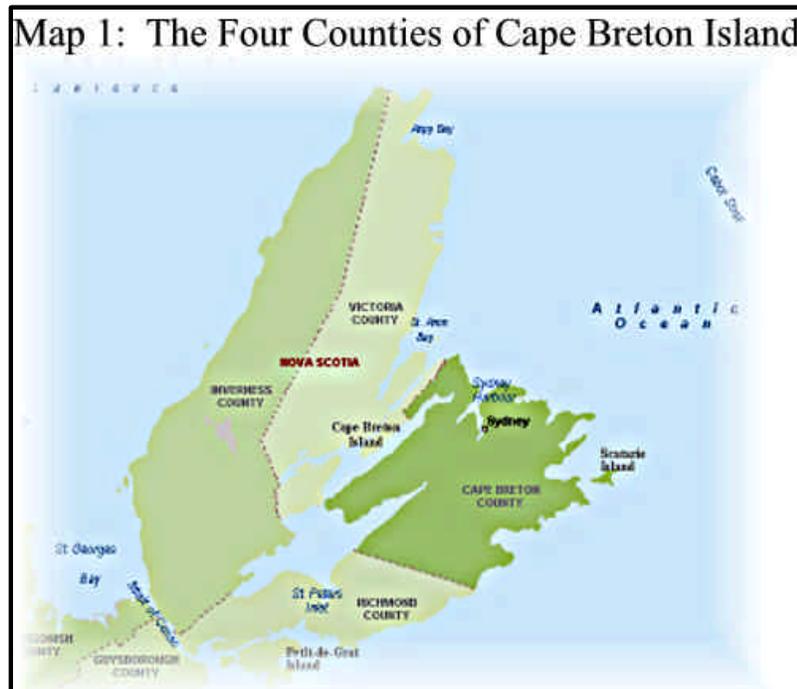
Ce chapitre présente un profil socio-économique de l'île du Cap-Breton, qui est également appelée la région économique du Cap-Breton par Statistique Canada ou simplement le Cap-Breton par ceux qui y vivent ainsi que par la plupart des Néo-Écossais et des Canadiens.

Les données socio-économiques sont fournies pour l'ensemble de l'île et les données sont également fournies pour les quatre comtés provinciaux (divisions de recensement) qui constituent l'île. L'annexe A présente une série de données historiques (de 1981 à 2001) au sujet de la population, de la population active, de l'industrie, des professions et des ménages, des familles et des revenus.

#### **3.2 Profil socio-économique**

L'île du Cap-Breton est constituée de quatre des dix-huit comtés de la Nouvelle-Écosse et se trouve dans la partie Nord-Est de la province. L'île comprend les comtés du Cap-Breton, d'Inverness, de Richmond, et de Victoria, elle est bordée par le golfe du Saint-Laurent au nord, la province de l'Île-du-Prince-Édouard à l'ouest, la Nouvelle-Écosse continentale et l'océan Atlantique au sud et l'océan Atlantique à l'est. L'île a une superficie de 10 416,2 kilomètres carrés et avait 147 454 habitants selon le recensement du Canada 2001. Ces chiffres représentent 19,7 % de la superficie de la Nouvelle-Écosse et 16,2 % de la population de la province.

Les quatre comtés, qui correspondent aussi aux divisions de recensement de l'île du Cap-Breton par Statistique Canada, sont indiqués sur la carte 1, ainsi que l'ensemble de l'île.



Le comté du Cap-Breton, situé au nord-est de l'île représente 23,7 % de la superficie de l'île mais 74,1 % (109 330) de sa population et il comprend le seul centre urbain important de l'île, la municipalité régionale du Cap-Breton, dont la population s'élève à 105 968 habitants, soit 96,9 % de la population totale du comté en 2001. Le comté d'Inverness, situé à l'ouest de l'île, représente 36,8 % de la superficie de l'île mais seulement 13,5 % (19 937) de sa population. Le comté de Richmond, situé au sud-est de l'île, représente 11,9 % de la superficie de l'île et 6,9 % (10 225) de sa population. L'ultime comté qui constitue l'île du Cap-Breton est le comté de Victoria, situé dans la partie centrale de l'île; ce comté représente 27,6 % de la superficie de l'île mais seulement 5,4 % (7 962) de sa population en 2001 ce qui en fait le comté le plus rural du Cap-Breton.

### **3.2.1 Population**

La population de l'île du Cap-Breton est majoritairement anglophone avec 90 % de personnes parlant uniquement anglais et seulement 0,1 % de personnes parlant uniquement français tandis que les 9,9 % restantes parlent à la fois anglais et français (8,5 %) ou bien une autre langue (1,4 %) selon le recensement du Canada de 2001. Ces pourcentages linguistiques sont assez similaires dans le comté du Cap-Breton et le comté de Victoria avec environ 95 % de personnes parlant uniquement anglais, un nombre infime parlant seulement français et 5 % parlant à la fois l'anglais et le français ou une autre langue. Le comté d'Inverness a la plus forte proportion de personnes parlant uniquement français, 0,7 %, tandis que 77,4 % parlent uniquement anglais et les 21,8 % restantes étant bilingues. Le comté de Richmond a le pourcentage le plus élevé de population bilingue, 41,6 %. Pour le reste de la population, 59,3 % parlent uniquement anglais et 0,1 % parlent uniquement français.

Au plan de l'immigration, 96,6 % des habitants de l'île du Cap-Breton sont nés au Canada. Parmi les 3,4 % qui sont nés à l'étranger, la majorité (93,2 %) ont immigré avant 1991. L'île compte 5 770 personnes s'identifiant comme autochtones, soit 3,9 % de la population. La population autochtone vit dans les quatre comtés de l'île; la majorité, 69,1 %, réside dans le comté du Cap-Breton, 14,4 % résident dans le comté d'Inverness, 7,9 % dans le comté de Richmond et 8,7 % dans le comté de Victoria. Seulement 1 670 personnes ont indiqué qu'elles appartenaient à une minorité visible (1,1 %), la majeure partie, 1 025, appartenant à la communauté noire. Les minorités visibles sont concentrées dans le comté du Cap-Breton, 86,2 %, suivi par 8,1 % dans le comté d'Inverness, 4,5 % dans le comté de Richmond et 1,2 % dans le comté de Victoria.

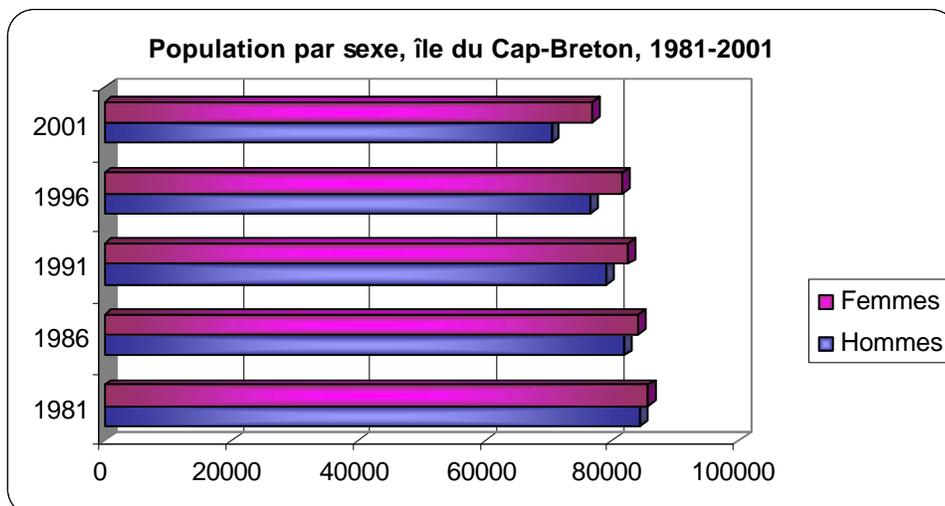
L'île du Cap-Breton a une population relativement bien éduquée, selon le recensement du Canada de 2001 et plus de 60 % de la population âgée de 20 ans et plus possèdent un diplôme de fin d'études secondaires ou un diplôme supérieur, ce qui est inférieur au chiffre provincial de 68 %. Le niveau d'instruction acquis par la population dans les

comtés reflète la répartition urbaine/rurale de l'île. La population âgée de 20 ans et plus et titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires ou d'un diplôme supérieur en 2001 était de 61,2 % dans le comté du Cap-Breton et de 63,9 % dans le comté d'Inverness. Dans les comtés plus ruraux de Richmond et de Victoria, un pourcentage plus élevé de la population est employé dans l'agriculture, la foresterie et les pêches, ce qui se reflète dans le niveau d'instruction. La population âgée de 20 ans et plus et titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires ou d'un diplôme supérieur est de 57,7 % dans le comté de Richmond et de 53,2 % dans le comté de Victoria.

Selon le recensement du Canada de 2001, la population de l'île du Cap-Breton est de religion majoritairement catholique. Soixante six pour cent des habitants s'identifiaient comme catholiques, 29,1 % comme protestants, 26,9 % comme appartenant à d'autres religions et 3,5 % sans affiliation religieuse. Le comté de Richmond avait le pourcentage le plus élevé de catholiques, 85,3 %, alors que le comté de Victoria avait davantage de protestants, 51,8 %, contre seulement 42,5 % de catholiques.

De 1981 à 2001, la population de l'île du Cap-Breton a baissé (diminué) de 22 635 habitants, soit 13,3 %, la population a diminué d'environ 2 à 2,5 % entre 1981 et 1996 et ce taux de réduction est passé à 6,8 % entre 1996 et 2001. Le comté de Richmond a subi le déclin le plus important, 16,8 %, suivi du comté du Cap-Breton, 13,9 %, du comté d'Inverness, 10,7 % et du comté de Victoria, 5,6 %. Le tableau 3.1 présente la population de l'île par sexe entre 1981 et 2001.

<b>Tableau 3.1 : Population par sexe, île du Cap-Breton, 1981-2001</b>					
	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>
<b>Hommes</b>	84 385	81 950	79 115	76 590	70 555
<b>Femmes</b>	85 700	84 170	82 570	81 680	76 895
<b>Total</b>	<b>170 085</b>	<b>166 120</b>	<b>161 685</b>	<b>158 270</b>	<b>147 450</b>
<b>Source : Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986, 1991, 1996 et 2001.</b>					



L'évolution de la population a été assez uniforme dans les quatre comtés qui constituent l'île du Cap-Breton. Entre 1981 et 2001, les quatre comtés ont subi un déclin de population situé entre 5 et 17 percent, ce qui a entraîné une diminution de la population de l'île de 13,3 %, soit la perte de 22 635 habitants. Le comté de Richmond a subi la diminution la plus importante, 16,8 %, soit 2 060 personnes, suivi du comté du Cap-Breton, 13,9 % soit 17 705 personnes, du comté d'Inverness, 10,7 % soit 2 400 personnes et c'est le comté de Victoria qui a subi la plus faible réduction de population, 5,6 % soit 470 personnes. Le comté de Victoria a été le seul comté à connaître une augmentation de sa population au cours de la période allant de 1981 à 2001. Entre 1981 et 1986, la population a augmenté de 3,3 %, puis s'est maintenue au même niveau entre 1986 et 1991, a diminué de 2,6 % entre 1991 et 1996 et a connu son déclin le plus important, 6,2 %, entre 1996 et 2001, comme ce fut le cas pour les quatre comtés. Le tableau 3.2 présente la population des divisions de recensement de l'île du Cap-Breton par sexe entre 1981 et 2001.

Tableau 3.2 : Population des divisions de recensement de l'île du Cap-Breton par sexe, de 1981 à 2001					
	1981	1986	1991	1996	2001
<b>Comté du Cap-Breton</b>					
<i>Hommes</i>	62 570	60 415	58 180	56 450	51 790
<i>Femmes</i>	64 465	63 210	61 915	61 400	57 540
<i>Total</i>	<b>127 035</b>	<b>123 625</b>	<b>120 095</b>	<b>117 850</b>	<b>109 330</b>
<b>Comté d'Inverness</b>					
<i>Hommes</i>	11 325	11 135	10 860	10 410	9 790
<i>Femmes</i>	11 010	10 810	10 760	10 505	10 145
<i>Total</i>	<b>22 335</b>	<b>21 945</b>	<b>21 620</b>	<b>20 915</b>	<b>19 935</b>
<b>Comté de Richmond</b>					
<i>Hommes</i>	6 200	5 960	5 655	5 500	5 040
<i>Femmes</i>	6 085	5 880	5 605	5 520	5 185
<i>Total</i>	<b>12 285</b>	<b>11 840</b>	<b>11 260</b>	<b>11 020</b>	<b>10 225</b>
<b>Comté de Victoria</b>					
<i>Hommes</i>	4 290	4 440	4 420	4 230	3 935
<i>Femmes</i>	4 140	4 270	4 290	4 255	4 025
<i>Total</i>	<b>8 430</b>	<b>8 710</b>	<b>8 710</b>	<b>8 485</b>	<b>7 960</b>
<i>Source : Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986, 1991, 1996, et 2001</i>					

L'émigration de l'île du Cap-Breton, ajouté au déclin des taux de naissance, a contribué à une modification de la répartition par âge au sein de la population de l'île. En 1981, près de 45 % de la population avait moins de 25 ans, en 2001, ce pourcentage est tombé à un peu plus de 31 %, ce qui constitue une diminution de 14 %. Le vieillissement de la population n'est pas unique au Cap-Breton ou à ces comtés, ce phénomène peut s'observer dans l'ensemble de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Fait révélateur, le Cap-Breton connaît un niveau élevé d'émigration de personnes appartenant aux jeunes tranches d'âge, qui quittent le Cap-Breton à la recherche d'emploi ou de meilleures opportunités. Cette émigration, combinée à un taux de

mortalité plus élevée parmi les hommes, a entraîné une légère modification du rapport hommes-femmes. En 1981, 49,6 % de la population de l'île était masculine, en 2001, ce chiffre est tombé à 47,9 %. Le vieillissement de la population et la modification du rapport hommes-femmes sont similaires dans les quatre comtés. Les tableaux 3.3 et 3.4 présentent le profil par âge et par sexe de la population de l'île du Cap-Breton et des quatre comtés du Cap-Breton selon le recensement du Canada de 2001.

<b>Tableau 3.3 : Population en 2001 par âge et par sexe, île du Cap-Breton</b>				
<b>Âge</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>	<b>% du total</b>
<b>0 à 4</b>	3 635	3 525	7 160	4,86 %
<b>5 à 9</b>	4 545	4 445	8 990	6,10 %
<b>10 à 14</b>	5 365	5 130	10 495	7,12 %
<b>15 à 19</b>	5 690	5 415	11 105	7,53 %
<b>20 à 24</b>	4 045	4 345	8 390	5,69 %
<b>25 à 34</b>	7 275	8 030	15 305	10,38 %
<b>35 à 44</b>	10 510	11 935	22 445	15,22 %
<b>45 à 54</b>	11 620	11 810	23 430	15,89 %
<b>55 à 64</b>	8 135	8 485	16 620	11,27 %
<b>65 et plus</b>	9 690	13 780	23 470	15,92 %
<b>Total</b>	<b>70 555</b>	<b>76 895</b>	<b>147 450</b>	<b>100 %</b>

*Source : Recensement du Canada de 2001*

<b>Tableau 3.4 : Population par âge et par sexe des comtés du Cap-Breton, 2001</b>				
<b>Âge</b>	<b>Comté du Cap-Breton</b>	<b>Comté d'Inverness</b>	<b>Comté de Richmond</b>	<b>Comté de Victoria</b>
<i>Hommes 0 à 4</i>	2 630	560	235	210
<i>Hommes 5 à 9</i>	3 430	580	290	245
<i>Hommes 10 à 14</i>	3 985	775	350	255
<i>Hommes 15 à 19</i>	4 165	820	385	320
<i>Hommes 20 à 24</i>	3 020	565	235	225
<i>Hommes 25 à 34</i>	5 280	1 035	565	395
<i>Hommes 35 à 44</i>	7 810	1 395	675	630
<i>Hommes 45 à 54</i>	8 545	1 605	830	640
<i>Hommes 55 à 64</i>	5 905	1 170	600	460
<i>Hommes 65+</i>	7 020	1 260	870	540
<b>Total des hommes</b>	<b>51 790</b>	<b>9 790</b>	<b>5 040</b>	<b>3 935</b>
<i>Femmes 0 à 4</i>	2 570	520	255	180
<i>Femmes 5 à 9</i>	3 320	590	300	235
<i>Femmes 10 à 14</i>	3 750	760	320	300
<i>Femmes 15 à 19</i>	4 060	705	335	315
<i>Femmes 20 à 24</i>	3 290	590	255	210
<i>Femmes 25 à 34</i>	5 965	1 095	555	415
<i>Femmes 35 à 44</i>	9 065	1 485	785	600
<i>Femmes 45 à 54</i>	8 785	1 580	805	640
<i>Femmes 55 à 64</i>	6 265	1 150	630	440
<i>Femmes 65+</i>	10 465	1 675	940	700
<b>Total des femmes</b>	<b>57 540</b>	<b>10 145</b>	<b>5 185</b>	<b>4 025</b>
<b>Source : Recensement du Canada de 2001</b>				

### **3.2.2 Population active/Emploi**

En 2001, l'île du Cap-Breton avait une population en âge de travailler (personnes âgées de 15 ans et plus) de 118 830 personnes, chiffre en baisse de 7 260 soit 5,8 % par rapport à 1981. Bien que la population en âge de travailler ait considérablement diminuée, la population active a connu une diminution encore plus importante, 6,9 %, soit 4 615 personnes. Ces changements ont entraîné un taux d'activité légèrement plus faible, de 52,1 %, en baisse de 0,6 % par rapport au taux de 1981, 52,7 %.

La baisse du taux d'activité n'a pas influé favorablement sur la situation de l'emploi et du chômage. En 1981, 83,8 % de la population active de l'île avaient un emploi et 16,2 % étaient sans emploi. En 2001, seulement 79 % de la population active avaient un emploi, ce qui constitue un taux de chômage de 21 %.

Les tableaux 3.5 et 3.6 présentent l'activité sur le marché du travail en 1981 et en 2001 pour l'île du Cap-Breton et les quatre comtés du Cap-Breton.

<b>Tableau 3.5 : Activité sur le marché du travail, île du Cap-Breton, 1981 et 2001</b>			
	<b>1981</b>	<b>2001</b>	<b>Variation en %</b>
<b>Population âgée de 15 et plus</b>	126 090	118 830	-5,76
<b>Population active</b>	66 485	61 870	-6,94
<b>Taux d'activité en %</b>	52,73 %	52,07 %	-0,66
<b>Emplois</b>	55 735	48 880	-12,30
<b>Taux de chômage en %</b>	16,17 %	21,00 %	4,83
<b>Source : Résultats des recensements de Statistique Canada 1981 et 2001</b>			

<b>Tableau 3.6 : Activité sur le marché du travail, comtés du Cap-Breton, 1981 et 2001</b>			
	<b>1981</b>	<b>2001</b>	<b>Variation en %</b>
<b>Comté du Cap-Breton</b>			
<i>Population âgée de 15 et plus</i>	94 735	88 155	-6,95 %
<i>Population active</i>	49 690	44 590	-10,26 %
<i>Taux d'activité en %</i>	52,45 %	50,58 %	-1,87 %
<i>Emplois</i>	42 105	35 820	-14,93 %
<i>Taux de chômage en %</i>	15,26 %	19,67 %	4,41 %
<b>Comté d'Inverness</b>			
<i>Population âgée de 15 et plus</i>	16 115	15 880	-1,46 %
<i>Population active</i>	8 870	9 290	4,74 %
<i>Taux d'activité en %</i>	55,04 %	58,50 %	3,46 %
<i>Emplois</i>	7 400	7 425	0,34 %
<i>Taux de chômage en %</i>	16,57 %	20,08 %	3,51 %
<b>Comté de Richmond</b>			
<i>Population âgée de 15 et plus</i>	8 885	8 360	-5,91 %
<i>Population active</i>	4 365	4 330	0,80 %
<i>Taux d'activité en %</i>	49,13 %	51,79 %	2,66 %
<i>Emplois</i>	3 515	3 225	-8,25 %
<i>Taux de chômage en %</i>	19,47 %	25,52 %	6,05 %
<b>Comté de Victoria</b>			
<i>Population âgée de 15 et plus</i>	6 355	6 435	1,26 %
<i>Population active</i>	3 560	3 660	2,81 %
<i>Taux d'activité en %</i>	56,02 %	56,88 %	0,86 %
<i>Emplois</i>	2 715	2 410	11,23 %
<i>Taux de chômage en %</i>	23,74 %	34,15 %	10,41 %
<b>Source : Résultats des recensements de Statistique Canada 1981 et 2001</b>			

La population active de l'île du Cap-Breton est bien distribuée entre les principaux secteurs industriels, le secteur des services ayant la proportion la plus importante, soit 29,9 % de la population active travaillant dans les secteurs des services aux entreprises et des autres services. Ceux-ci sont suivis par le secteur de la santé et de l'éducation avec 21,7 %.

Le commerce de gros et de détail emploie 15,5 % de la population active et le secteur de la fabrication et de la construction emploie 14,4 %. Le tableau 3.7 présente la répartition de la population active de l'île du Cap-Breton et de la Nouvelle-Écosse entre les principaux secteurs industriels selon le recensement du Canada de 2001.

<b>Tableau 3.7 : Population active par grands secteurs industriels en 2001, île du Cap-Breton &amp; Nouvelle-Écosse</b>				
<b>Industries</b>	<b>Île du Cap-Breton</b>	<b>% du total</b>	<b>Nouvelle-Écosse</b>	<b>% du total</b>
<b>Toutes les industries</b>	59 480		442 425	
<b>Agriculture et autres activités liées aux ressources naturelles</b>	5 075	8,5 %	29 000	6,6 %
<b>Fabrication et construction</b>	8 555	14,4 %	70 955	16,0 %
<b>Commerce de gros et de détail</b>	9 220	15,5 %	71 085	16,1 %
<b>Finances et immobilier</b>	1 815	3,1 %	20 620	4,7 %
<b>Santé et éducation</b>	12 880	21,7 %	80 700	18,2 %
<b>Services aux entreprises</b>	8 115	13,6 %	70 270	15,9 %
<b>Autres services</b>	9 715	16,3 %	61 975	14,0 %
<b>Administration publique</b>	4 090	6,9 %	37 825	8,5 %
<b>Source : Recensement du Canada de 2001</b>				

Lorsque nous examinons la distribution de la population active au sein des quatre comtés du Cap-Breton, nous constatons une distribution équilibrée entre toutes les industries. Comme on pouvait s'y attendre, le comté du Cap-Breton a de loin la population active la plus importante, suivi des comtés d'Inverness, de Richmond et de Victoria.

Dans le comté du Cap-Breton, comme dans tous les comtés, le secteur des services (services aux entreprises et autres services) est en tête. Il est suivi du secteur de la santé et de l'éducation, du secteur du commerce et du secteur de la fabrication. Dans le comté d'Inverness, le secteur des services est suivi du secteur de la fabrication et de la construction, du secteur de la santé et de l'éducation et du secteur du commerce. Dans le comté de Richmond, le secteur des services est suivi du secteur de la fabrication et de la construction, du secteur de la santé et de l'éducation et du secteur du commerce, tout comme pour le comté d'Inverness. Le comté de Victoria, qui est le plus rural des quatre comtés, a le secteur des services en tête, suivi du secteur de l'agriculture et des autres activités liées aux ressources naturelles (secteur primaire), puis du secteur de la santé et de l'éducation et du secteur de la fabrication et de la construction. Le tableau 3.8 donne des détails sur la main d'œuvre industrielle dans les quatre comtés du Cap-Breton selon le recensement du Canada de 2001.

<b>Tableau 3.8 : Population active par industrie en 2001, comtés du Cap-Breton</b>				
	<i>Cap-Breton</i>	<i>Inverness</i>	<i>Richmond</i>	<i>Victoria</i>
<b>Toutes les industries</b>	42 630	9 100	4 175	3 575
<b>Agriculture et autres activités liées aux ressources naturelles</b> % du total	2 620 6,15 %	1 235 13,57 %	380 9,10 %	840 23,5 %
<b>Fabrication et Construction</b> % du total	5 265 12,35 %	1 840 20,22 %	1 050 25,15 %	400 11,19 %
<b>Commerce de gros et de détail</b> % du total	6 950 16,30 %	1 410 15,49 %	570 13,65 %	290 8,11 %
<b>Finances et immobilier</b> % du total	1 380 3,24 %	250 2,75 %	135 3,23 %	50 1,40 %
<b>Santé et éducation</b> % du total	9 975 23,40 %	1 490 16,37 %	850 20,36 %	565 15,80 %
<b>Services aux entreprises</b> % du total	6 510 15,27 %	855 9,40 %	385 9,22 %	365 10,21 %
<b>Autres services</b> % du total	6 710 15,74 %	1 545 16,98 %	575 13,77 %	885 24,76 %
<b>Administration publique</b> % du total	3 210 7,53 %	475 5,22 %	225 5,39 %	180 5,03 %
<b>Source : Recensement du Canada de 2001</b>				

### 3.2.3 Profession

La répartition de la population active du Cap-Breton par profession reflète dans une large mesure la répartition par industrie, les professions des ventes et des services étant les plus importantes, soit 30,3 % de la population active. Elles sont suivies des métiers, des professions des transports et de la machinerie et professions apparentées avec 17,3 % et des professions des affaires, des finances et de l'administration avec 13,5 % de la population active. Le tableau 3.9 présente la population active du Cap-Breton et de la Nouvelle-Écosse par profession selon le recensement du Canada de 2001.

<b>Professions</b>	<b>Île du Cap-Breton</b>	<b>% du total</b>	<b>Nouvelle-Écosse</b>	<b>% du total</b>
<b>Toutes les professions</b>	59 480		442 425	
<b>Gestion</b>	4 155	<b>7,0 %</b>	42 305	<b>9,6 %</b>
<b>Affaires, finances et administration</b>	8 025	<b>13,5 %</b>	70 735	<b>16,0 %</b>
<b>Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées</b>	1 915	<b>3,2 %</b>	22 580	<b>5,1 %</b>
<b>Santé</b>	4 475	<b>7,5 %</b>	26 850	<b>6,1 %</b>
<b>Sciences sociales, éducation, services gouvernementaux et religion</b>	4 870	<b>8,2 %</b>	33 375	<b>7,5 %</b>
<b>Arts, culture, sports et loisirs</b>	1 270	<b>2,1 %</b>	11 125	<b>2,5 %</b>
<b>Ventes et services</b>	18 000	<b>30,3 %</b>	120 290	<b>27,2 %</b>
<b>Métiers, transports, machinerie et professions apparentées</b>	10 270	<b>17,3 %</b>	66 095	<b>14,9 %</b>
<b>Professions spécifiques au secteur primaire</b>	3 930	<b>6,6 %</b>	24 825	<b>5,6 %</b>
<b>Professions spécifiques à la transformation, à la fabrication et aux services d'utilité publique</b>	2 550	<b>4,3 %</b>	24 245	<b>5,5 %</b>
<b>Source : Recensement du Canada de 2001</b>				

Les quatre comtés qui constituent l'île du Cap-Breton reflètent étroitement l'ensemble de l'île pour ce qui est de la répartition de la population active par profession. Dans les quatre comtés, les professions des ventes et des services constituent la proportion la

plus importante de la population active. Les métiers, les professions des transports et de la machinerie et les professions apparentées viennent au deuxième rang dans tous les comtés sauf dans le comté de Victoria. Comme mentionné plus haut, le comté de Victoria est considéré comme le comté le plus rural du Cap-Breton et par conséquent, le groupe de professions qui se trouve au deuxième rang est celui des professions spécifiques au secteur primaire. Le tableau 3.10 présente la répartition de la population active par profession en 2001 dans les comtés du Cap-Breton.

<b>Tableau 3.10 : Population active par profession en 2001, comtés du Cap-Breton</b>				
<b>Professions</b>	<b>Comté du Cap-Breton</b>	<b>Comté d'Inverness</b>	<b>Comté de Richmond</b>	<b>Comté de Victoria</b>
<b>Toutes les professions</b>	42 625	9 100	4 175	3 580
<b>Gestion</b> <i>% du total</i>	2 960 6,94 %	635 6,98 %	280 6,71 %	280 7,82 %
<b>Affaires, finances et administration</b> <i>% du total</i>	6 200 14,55 %	1 010 11,10 %	440 10,54 %	375 10,47 %
<b>Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées</b> <i>% du total</i>	1 320 3,10 %	290 3,19 %	195 4,67 %	110 3,07 %
<b>Santé</b> <i>% du total</i>	3 555 8,34 %	515 5,66 %	225 5,39 %	180 5,03 %
<b>Sciences sociales, éducation, services gouvernementaux et religion</b> <i>% du total</i>	3 745 8,79 %	585 6,43 %	280 6,71 %	260 7,26 %
<b>Arts, culture, sports et loisirs</b> <i>% du total</i>	820 1,92 %	215 2,36 %	90 2,16 %	145 4,05 %
<b>Ventes et services</b> <i>% du total</i>	13 640 32,00 %	2 545 27,97 %	1 015 24,31 %	800 22,35 %
<b>Métiers, transports, machinerie et professions apparentées</b> <i>% du total</i>	7 130 16,73 %	1 720 18,90 %	915 21,92 %	505 14,11 %
<b>Professions spécifiques au secteur primaire</b> <i>% du total</i>	1 850 4,34 %	1 010 11,10 %	310 7,43 %	760 21,23 %
<b>Professions spécifiques à la transformation, à la fabrication et aux services d'utilité publique</b> <i>% du total</i>	1 395 3,27 %	570 6,26 %	425 10,18 %	160 4,47 %
<b>Source : Recensement du Canada de 2001</b>				

### **3.2.4 Ménages, familles et revenus**

En 2001, l'île du Cap-Breton comprenait 56 520 ménages privés, 19 100 soit 33,8 % d'entre eux étant des ménages comportant un couple (marié ou concubin) avec des enfants au foyer, 13 935 soit 24,7 % étant des ménages comportant un couple sans enfants au foyer, 13 880 soit 24,6 % étant des ménages d'une personne et 9 605 soit 17 % étant d'autres types de ménages.

Sur un total de 56 530 logements, 74,7 % sont des logements en propriété, 24 % sont des logements en location et les 1,6 % restants sont des logements de bande. La majorité des logements, 90,3 % ont été construits avant 1991. La valeur moyenne des logements au Cap-Breton était de 76 224 \$ en 2001. La période 1996 à 2001 a connu une évolution importante de la démographie des ménages à la fois en Nouvelle-Écosse et dans l'île du Cap-Breton. En particulier, les ménages de couple avec enfants au foyer ont diminué de 13,16 % au cours de la période 1996 à 2001 (16,83 % pour la Nouvelle-Écosse) tandis que les ménages de couple sans enfants au foyer ont augmenté de 12,88 %. Les ménages d'une personne ont augmenté de 11,71 % et les autres types de ménage ont diminué de 5,09 %.

Bien que les ménages et les logements soient pratiquement la même chose au Cap-Breton, le nombre des familles, selon le recensement de 2001, était de 42 595, soit 75,4 % de tous les ménages. Une famille est définie comme des parents mariés ou concubins ou un parent seul avec ou sans enfants au foyer. Un ménage est défini comme une personne ou un groupe de personnes occupant le même logement.

Pour ce qui est des revenus, le revenu médian par ménage au Cap-Breton était de 34 294 \$ en l'an 2000. Les ménages d'une personne avaient un revenu médian de 14 864 \$ tandis que les ménages de deux personnes ou plus avaient un revenu médian de 41 782 \$. Une fois encore, les familles étaient très similaires aux ménages. En l'an 2000, le revenu médian des familles au Cap-Breton était de 39 828 \$, les familles comportant un couple ayant un revenu médian de 46 164 \$ et les familles monoparentales ayant un revenu moyen de 20 578 \$.

Le tableau 3.11 présente les données du recensement du Canada de 2001 concernant les ménages, les familles et les revenus pour l'île du Cap-Breton et pour la Nouvelle-Écosse tandis que le tableau 3.12 présente ces mêmes données pour les quatre comtés du Cap-Breton.

<b>Tableau 3.11 : Ménages, familles et revenus en 2001, île du Cap-Breton</b>					
<b>Caractéristiques</b>	<b>Île du Cap-Breton</b>	<b>Variation en % de 1996 à 2001</b>	<b>Nouvelle-Écosse</b>	<b>Variation en % de 1996 à 2001</b>	<b>Île du C.-B. en % de la N.-É.</b>
<b>Ménages privés</b>	56 520	-0,64 %	360 020	5,09 %	15,70 %
<b>Ménages à un couple avec enfants</b>	19 100	-13,16 %	104 465	-16,83 %	18,28 %
<b>Ménages à un couple sans enfants</b>	13 935	12,88 %	109 070	23,01 %	12,78 %
<b>Ménages d'une personne</b>	13 880	11,71 %	89 005	16,48 %	15,59 %
<b>Autres ménages</b>	9 605	-5,09 %	57 485	10,75 %	16,71 %
<b>Revenu médian des ménages (1)</b>	34 294	9,19 %	39 908	13,91 %	85,93 %
<b>Revenu médian des ménages d'une personne (1)</b>	14 864	n/a	17 882	n/a	83,12 %
<b>Revenu médian des ménages de deux personnes et + (1)</b>	41 782	n/a	48 042	n/a	86,97 %
<b>Nombre total de logements occupés</b>	56 530	-0,62 %	360 020	5,09 %	15,70 %
<b>Logements en propriété</b>	42 065	-0,13 %	254 720	5,63 %	16,51 %
<b>Logements en location</b>	13 580	-2,20 %	103 655	3,80 %	13,10 %
<b>Logements construits avant 1991</b>	51 050	-4,47 %	311 370	-0,10 %	16,40 %
<b>Logements construits après 1991</b>	5 460	58,49 %	48 650	73,69 %	11,22 %
<b>Valeur moyenne des logements</b>	76 224	13,73 %	101 515	17,27 %	75,09 %
<b>Nombre total de familles</b>	42 595	-1,40 %	262 905	11,42 %	16,20 %
<b>Revenu médian des familles (1)</b>	39 828	9,45 %	46 523	15,10 %	85,61 %
<b>Revenu médian des familles en couple (1)</b>	46 164	n/a	51 641	n/a	89,39 %
<b>Revenu médian des familles monoparentales (1)</b>	20 575	n/a	23 021	n/a	89,37 %
<b>(1) Le revenu médian au Cap-Breton a été calculé comme la moyenne des quatre (4) comtés du Cap-Breton.</b>					
<b>Source : Résultats des recensements de Statistique Canada 1996 et 2001</b>					

<b>Tableau 3.12 : Ménages, familles et revenus en 2001, île du Cap-Breton &amp; comtés</b>									
<i>Caractéristiques</i>	<i>Île du C.-B.</i>	<i>Comté du C.-B.</i>	<i>% de l'île</i>	<i>Comté d'Inverness</i>	<i>% de l'île</i>	<i>Comté de Richmond</i>	<i>% de l'île</i>	<i>Comté de Victoria</i>	<i>% de l'île</i>
<i>Ménages privés</i>	56 520	42 150	74,58%	7 425	13,14%	3 935	6,96%	3 010	5,33%
<i>Ménages à un couple avec enfants</i>	19 100	14 055	73,59%	2 635	13,80%	1 345	7,04%	1 065	5,58%
<i>Ménages à un couple sans enfants</i>	13 935	9 990	71,69%	1 985	14,24%	1 155	8,29%	805	5,78%
<i>Ménages d'une personne</i>	13 880	10 515	75,76%	1 785	12,86%	890	6,41%	690	4,97%
<i>Autres ménages</i>	9 605	7 590	79,02%	1 020	10,62%	545	5,67%	450	4,69%
<i>Revenu médian des ménages (1)</i>	34 294	32 235	94,00%	38 242	111,51%	31 367	91,46%	35 333	103,03%
<i>Revenu médian des ménages d'une personne (1)</i>	14 864	14 968	100,70%	15 324	103,09%	13 248	89,13%	15 917	107,08%
<i>Revenu médian des ménages de deux personnes et + (1)</i>	41 782	40 585	97,14%	46 273	110,75%	39 023	93,40%	41 245	98,72%
<i>Nombre total de logements occupés</i>	56 530	42 150	74,56%	7 425	13,13%	3 940	6,97%	3 015	5,33%
<i>Logements en propriété</i>	42 065	30 480	72,46%	5 875	13,97%	3 190	7,58%	2 520	5,99%
<i>Logements en location</i>	13 580	11 160	82,18%	1 395	10,27%	645	4,75%	380	2,80%
<i>Logements construits avant 1991</i>	51 050	38 475	75,37%	6 510	12,75%	3 500	6,86%	2 565	5,02%
<i>Logements construits après 1991</i>	5 460	3 670	67,22%	910	16,67%	435	7,97%	445	8,15%
<i>Valeur moyenne des logements</i>	76 224	66 482	87,22%	81 732	107,23%	68 864	90,34%	87 817	115,21%
<i>Nombre total de familles</i>	42 595	31 720	74,47%	5 520	12,96%	3 010	7,07%	2 345	5,51%
<i>Revenu médian des familles (1)</i>	39 828	38 228	95,98%	45 207	113,51%	37 159	93,30%	38 718	97,21%
<i>Revenu médian des familles en couple (1)</i>	46 164	44 885	97,23%	50 743	109,92%	42 206	91,43%	46 820	101,42%
<i>Revenu médian des familles monoparentales (1)</i>	20 575	18 916	91,94%	21 523	104,61%	19 826	96,36%	22 034	107,09%
<i>Source : Résultats des recensements de Statistique Canada 1981 et 2001</i>									
<i>(1) Le revenu médian au Cap-Breton a été calculé comme la moyenne des quatre (4) comtés du Cap-Breton.</i>									

## **Chapitre quatre**

### **Impact économique**

#### **4.1 Introduction**

Ce chapitre décrit l'impact économique net des programmes de la SECB au cours de la période 1999-2000 à 2003-2004. Le chapitre suivant décrit l'impact financier. L'impact économique net fournit des mesures des emplois, des revenus et du produit intérieur brut (PIB) qui peuvent être attribués directement ou globalement (y compris les retombées) aux programmes de la SECB. La section 4.2 décrit le niveau des emplois, des revenus et du PIB créé par cet organisme. La section 4.3 décrit quelles auraient été les caractéristiques de l'économie totale sans l'impact économique de la SECB sur le Cap-Breton. La section 4.4 décrit comment la structure économique du Cap-Breton s'est renforcée et diversifiée par suite de la politique de développement économique de la SECB.

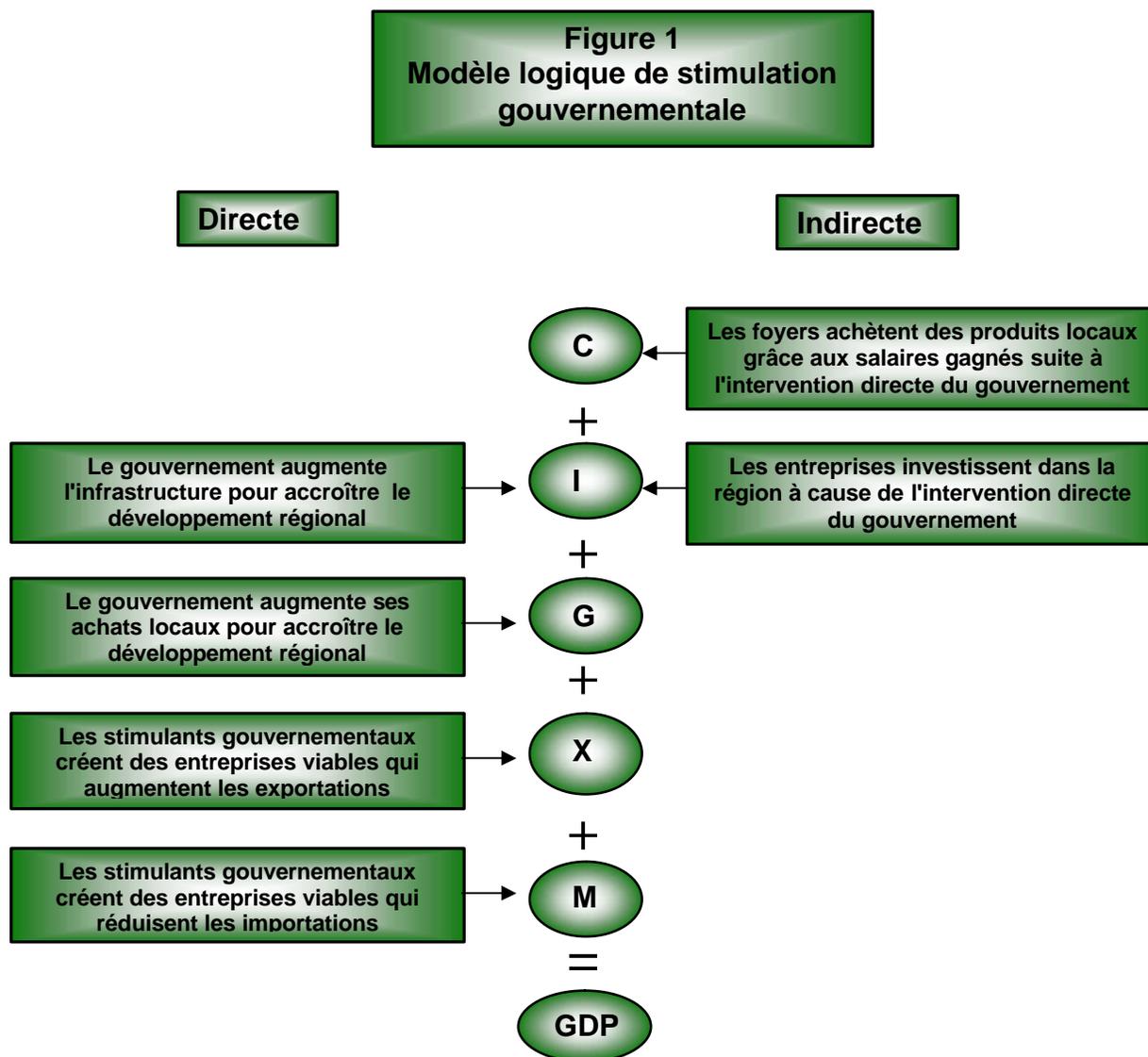
#### **4.2 Impact du développement économique**

L'augmentation de la production économique d'une région, c'est-à-dire du produit intérieur brut (PIB) et par conséquent des emplois et des revenus doit forcément venir de l'augmentation de l'une des composantes qui constituent le PIB. Nous commençons par présenter le lien fondamental entre le PIB et les dépenses :

	$PIB_{CB}$	=	$C + I + G + X - M$
Où	$PIB_{CB}$	=	Produit intérieur brut du Cap-Breton
	C	=	Dépenses de consommation des ménages du Cap-Breton
	I	=	Dépenses d'investissement au Cap-Breton
	G	=	Dépenses gouvernementales pour l'achat de biens et de services au Cap-Breton
	X	=	Exportations de la région
	M	=	Importations de la région

La figure 1 présente un schéma des diverses voies par lesquelles les stimulants gouvernementaux peuvent augmenter directement le PIB de la région du Cap-Breton. Le gouvernement augmente directement le PIB de la région par le biais de stimulants

aux entreprises, d'investissements directs dans l'infrastructure et d'achats de biens et de services de la région. Les stimulants directs aux entreprises (par exemple, les stimulants aux centres d'appels) sont efficaces dans la mesure où cette activité économique n'aurait pas lieu sans cette stimulation. De la même manière, le soutien du gouvernement à l'infrastructure est une politique de développement régionale rationnelle si ce soutien est additionnel (c'est-à-dire s'il n'aurait pas été fourni autrement). Enfin, les gouvernements, en augmentant leurs dépenses d'achat des biens et des services de la région en plus de leurs dépenses ordinaires contribuent aussi directement à l'accroissement du PIB de la région.



Lorsqu'ils sont mis en œuvre, ces leviers politiques directs à la disposition du gouvernement créent des impacts économiques supplémentaires, c'est-à-dire une augmentation supplémentaire du PIB grâce aux effets multiplicateurs des traitements et salaires gagnés dans le cadre de l'impact direct et des traitements et salaires des fournisseurs d'entreprises qui sont re-dépensés dans l'économie de la région.

Le tableau 4.1 montre le total des dépenses de projets de la SECB et le total des dépenses de projets. Les dépenses de projets de la SECB sont la portion des dépenses totales de projets qui sont admissibles à l'aide de la SECB, sous forme de prêts remboursables ou non remboursables. Un examen du tableau 4.1 montre que la participation de la SECB crée un important effet de levier. Au cours de la période 1999-2000 à 2003-2004, les dépenses de projets de la SECB se sont élevées à 181,6 millions de \$ pour des dépenses totales de projets de 783,1 millions de \$, soit un effet de levier de 4 \$ pour chaque dollar d'aide de la SECB.

### **4.3 Impact économique**

L'évaluation de l'impact économique total de la SECB a comporté plusieurs activités, notamment :

1. Recenser et définir les projets économiques financés par la SECB
2. Évaluer l'impact à court terme
3. Évaluer l'impact durable à long terme

La première étape a consisté à recenser et à définir les projets économiques. La SECB gère plusieurs programmes susceptibles de fournir un financement à un projet économique donné. Pour assurer que les projets n'étaient pas comptés deux fois, on a vérifié la liste des projets dans tous les dossiers de programmes et, pour les projets qui recevaient un financement de plusieurs sources, les dépenses totales de projet ont été comptées une fois seulement dans la base de données. Ensuite, chaque projet a été codé pour refléter son type d'activité économique. Nous avons défini les projets de la manière suivante :

1. Infrastructure publique

2. Plans d'entreprise
3. Les projets de développement d'entreprises qui sont classés comme
  - Infrastructure publique ou
  - Plans d'entreprise fournissent essentiellement un impact économique à court terme.

Les projets définis comme des projets de développement d'entreprises créent à la fois une activité économique à court terme, essentiellement par le biais des retombées de la construction, et ensuite des emplois durables à long terme lorsque la nouvelle activité est en place.

L'évaluation de l'impact à court terme a été effectuée à l'aide du modèle d'impact Canmac pour le Cap-Breton. Les estimations relatives aux emplois, aux revenus et au PIB directs ont été effectuées à partir du modèle et des dépenses totales de projets. À partir des effets directs, le modèle simulait alors les retombées des projets d'infrastructure et des plans d'entreprise suivant le cas. La marque distinctive de l'analyse des impacts à court terme est que ces impacts existent uniquement pendant la courte période durant laquelle l'activité a lieu. Aux fins des impacts, nous avons supposé que l'effet direct total se produisait durant l'année où le projet était approuvé.

Les impacts durables à long terme persistent pendant toute la durée de vie du projet économique, que l'on suppose généralement de dix (10) ans à partir du démarrage du projet. Les impacts économiques directs provenaient des données de l'enquête et nous avons utilisé le modèle d'impact pour estimer les impacts totaux en simulant les niveaux de production du projet chaque année à partir de son démarrage.

Nos résultats relatifs à l'impact économique sont présentés dans les tableaux 4.2 à 4.10. Le tableau 4.2, présente le total des emplois créés par année et le total des emplois créés subdivisé en fonction des effets directs et des effets totaux. Les tableaux 4.3 et 4.4 présentent les effets directs et totaux correspondants sur les revenus du travail et le PIB. Les tableaux 4.5, 4.6 et 4.7. présentent le total des emplois durables,

des revenus et du PIB, subdivisé en fonction des effets directs et des effets totaux. Les tableaux 4.8, 4.9 et 4.10 présentent les emplois à court terme correspondants une fois encore subdivisés en fonction des effets directs et des effets totaux.

L'examen des tableaux 4.2 à 4.10 révèle plusieurs aspects intéressants du rôle de la SECB dans l'économie du Cap-Breton. Ces tableaux montrent l'importance considérable de la SECB pour l'économie du Cap-Breton, et la part relative des emplois durables par rapport à la stimulation à court terme de l'économie par le biais des emplois à court terme.

Au cours de la période 1999-2000 à 2003-2004, les programmes et les politiques de la SECB ont créé 24 603 emplois (ETP), soit 4 921 emplois par an en moyenne. La croissance la plus importante a eu lieu durant la période 2002-2003 à 2003-2004. La cause principale de cette croissance est que des entreprises (comme les centres d'appel) qui avaient reçu auparavant des fonds d'investissement ont atteint leur niveau de pleine production en 2003-2004). Durant cette période, le niveau moyen des emplois se situait à 53 400. Par conséquent, la création d'emplois par la SECB représente 9,21 percent des emplois totaux dans l'économie du Cap-Breton. L'économie du Cap-Breton est une économie de 3 895 millions de \$, avec des revenus du travail de 1 467 millions de \$. Les activités de développement de la SECB représentent 6,17 percent du PIB total et 9,1 percent du total des revenus du travail.

Au cours de la période de cinq ans 1999-2000 à 2003-2004, la SECB a créé un total de 24 603 emplois; 71,08 % de ces emplois étaient des emplois durables à long terme dans des entreprises produisant des possibilités à long terme. Les 28,92 % d'emplois restants étaient des emplois à court terme, principalement des emplois liés à la construction. La SECB joue par conséquent un double rôle dans l'économie du Cap-Breton. Elle fournit la stimulation économique nécessaire à court terme et crée des possibilités d'emplois durables à long terme.

<b>Tableau 4.1 : Coûts des projets de la SECB 1999-2000 à 2003-2004</b>		
<i>Année</i>	<i>Coûts admissibles des projets de la SECB</i>	<i>Coûts totaux des projets</i>
<b>1999-2000</b>	21 903 147	212 029 789
<b>2000-2001</b>	24 881 936	93 671 131
<b>2001-2002</b>	28 866 367	199 124 157
<b>2002-2003</b>	55 014 471	132 426 720
<b>2003-2004</b>	50 906 369	145 830 018
<b>Total</b>	<b>181 572 290</b>	<b>783 081 815</b>

*Source : Calculé par Canmac Economics Ltd à partir des données de la SECB.*

<b>Tableau 4.2 : Total des emplois créés par les effets directs, indirects et dérivés des projets qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme 1999-2000 à 2003-2004</b>			
<i>Année</i>	<i>Effets directs</i>	<i>Effets indirects et dérivés</i>	<i>Total</i>
<b>1999-2000</b>	2 225	858	<b>3 083</b>
<b>2000-2001</b>	2 073	493	<b>2 567</b>
<b>2001-2002</b>	3 455	618	<b>4 073</b>
<b>2002-2003</b>	4 507	989	<b>5 496</b>
<b>2003-2004</b>	7 575	1 809	<b>9 384</b>
<b>Total</b>	<b>19 835</b>	<b>4 768</b>	<b>24 603</b>

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.*

**Tableau 4.3 : Total des revenus du travail générés par les effets directs, indirects et dérivés des projets qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme (en milliers de \$) 1999-2000 à 2003-2004**

<i>Année</i>	<i>Effets directs</i>	<i>Effets indirects et dérivés</i>	<i>Total</i>
1999-2000	70 755	24 058	94 812
2000-2001	55 223	19 392	74 615
2001-2002	74 842	25 452	100 294
2002-2003	108 408	38 418	146 826
2003-2004	199 904	50 697	250 601
<b>Total</b>	<b>509 132</b>	<b>158 016</b>	<b>667 148</b>

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recourent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.*

**Tableau 4.4 : Produit intérieur brut total généré par les effets directs, indirects et dérivés des projets qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme (en milliers de \$) 1999-2000 à 2003-2004**

<i>Année</i>	<i>Effets directs</i>	<i>Effets indirects et dérivés</i>	<i>Total</i>
1999-2000	79 289	35 063	114 352
2000-2001	61 758	48 384	110 142
2001-2002	83 283	57 251	140 534
2002-2003	120 604	100 406	221 010
2003-2004	224 773	390 621	615 393
<b>Total</b>	<b>569 707</b>	<b>631 725</b>	<b>1 201 432</b>

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recourent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.*

<b>Tableau 4.5 : Total des emplois durables créés par les effets directs, indirects et dérivés 1999-2000 à 2003-2004</b>			
<b>Année</b>	<b>Effets directs</b>	<b>Effets indirects et dérivés</b>	<b>Total</b>
1999-2000	614	146	760
2000-2001	1 457	244	1 700
2001-2002	2 597	270	2 866
2002-2003	3 785	699	4 484
2003-2004	6 339	1 338	7 677
<b>Total</b>	<b>14 791</b>	<b>2 696</b>	<b>17 488</b>

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.*

<b>Tableau 4.6 : Total des revenus du travail durables créés par les effets directs, indirects et dérivés (en milliers de \$) 1999-2000 à 2003-2004</b>			
<b>Année</b>	<b>Effets directs</b>	<b>Effets indirects et dérivés</b>	<b>Total</b>
1999-2000	15 713	8 457	24 169
2000-2001	35 257	14 233	49 490
2001-2002	45 932	17 919	63 851
2002-2003	81 785	31 546	113 331
2003-2004	158 097	39 510	197 607
<b>Total</b>	<b>336 784</b>	<b>111 664</b>	<b>448 448</b>

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.*

<b>Tableau 4.7 : Produit intérieur brut total durable créé par les effets directs, indirects et dérivés (en milliers de \$) 1999-2000 à 2003-2004</b>			
<i>Année</i>	<i>Effets directs</i>	<i>Effets indirects et dérivés</i>	<i>Total</i>
1999-2000	17 905	16 382	34 287
2000-2001	39 612	42 157	81 769
2001-2002	51 370	48 242	99 612
2002-2003	89 898	92 475	182 373
2003-2004	174 714	377 422	552 135
<b>Total</b>	<b>373 499</b>	<b>576 678</b>	<b>950 177</b>
<i>Remarque : Il se peut que les totaux ne se recourent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.</i>			

<b>Tableau 4.8 : Total des emplois à court terme créés par les effets directs, indirects et dérivés 1999-2000 à 2003-2004</b>			
<i>Année</i>	<i>Effets directs</i>	<i>Effets indirects et dérivés</i>	<i>Total</i>
1999-2000	1 612	712	2 323
2000-2001	617	250	866
2001-2002	858	349	1 207
2002-2003	722	290	1 012
2003-2004	1 235	472	1 707
<b>Total</b>	<b>5 044</b>	<b>2 072</b>	<b>7 116</b>
<i>Remarque : Il se peut que les totaux ne se recourent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.</i>			

<b>Tableau 4.9 : Total des revenus du travail à court terme créés par les effets directs, indirects et dérivés (en milliers de \$) 1999-2000 à 2003-2004</b>			
<i>Année</i>	<i>Effets directs</i>	<i>Effets indirects et dérivés</i>	<i>Total</i>
1999-2000	55 042	15 601	<b>70 643</b>
2000-2001	19 966	5 159	<b>25 125</b>
20001/2002	28 910	7 533	<b>36 443</b>
2002-2003	26 623	6 872	<b>33 495</b>
2003-2004	41 807	11 187	<b>52 994</b>
<b>Total</b>	<b>172 348</b>	<b>46 352</b>	<b>218 700</b>

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.*

<b>Tableau 4.10 : Produit intérieur brut total à court terme créé par les effets directs, indirects et dérivés (en milliers de \$) 1999-2000 à 2003-2004</b>			
<i>Année</i>	<i>Effets directs</i>	<i>Effets indirects et dérivés</i>	<i>Total</i>
1999-2000	61 384	18 681	<b>80 065</b>
2000-2001	22 146	6 227	<b>28 373</b>
2001-2002	31 913	9 009	<b>40 922</b>
2002-2003	30 706	7 932	<b>38 637</b>
2003-2004	50 059	13 199	<b>63 258</b>
<b>Total</b>	<b>196 208</b>	<b>55 047</b>	<b>251 255</b>

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.*

Les tableaux 4.11 à 4.13 font état du total des emplois, des revenus du travail, et du produit intérieur brut par comté pour la période 1999 à 2003. Le comté du Cap-Breton

a bénéficié de l'impact le plus important des projets parrainés par la SECB, avec 3 330 créations d'emploi par an en moyenne, soit 6,24 % du total des emplois au Cap-Breton.

En moyenne, on a constaté la création de 133,4 millions de \$ de revenus du travail par an et de 240,3 millions de \$ de PIB par an. Les projets parrainés par la SECB ont eu leur plus faible impact dans le comté de Richmond, où 108 emplois ont été créés par an, soit 0,2 % du total des emplois au Cap-Breton. Les projets de la SECB ont créé par an 3,27 millions de \$ de revenus du travail et 9,6 millions de \$ de PIB dans le comté de Richmond. Remarque : Les totaux ne correspondent pas au total de l'impact du fait que 1,8 % des investissements étaient faits en dehors du Cap-Breton, mais dans la région desservie par la SECB.

<b>Tableau 4.11 : Total des emplois créés par les projets qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme 1999-2000 à 2003-2004</b>					
<b>Année</b>	<b>Cap-Breton</b>	<b>Richmond</b>	<b>Inverness</b>	<b>Victoria</b>	<b>Total</b>
<b>1999-2000</b>	2 105	82	692	149	<b>3 027</b>
<b>2000-2001</b>	1 737	56	598	124	<b>2 514</b>
<b>2001-2002</b>	2 744	80	965	196	<b>3 986</b>
<b>2002-2003</b>	3 714	116	1 287	265	<b>5 383</b>
<b>2003-2004</b>	6 350	205	2 185	453	<b>9 193</b>
<b>Total</b>	<b>16 649</b>	<b>539</b>	<b>5 727</b>	<b>1 187</b>	<b>24 103</b>

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis.  
Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.*

<b>Tableau 4.12 : Total des revenus du travail générés par les projets qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme (en milliers de \$) 1999-2000 à 2003-2004</b>					
<b>Année</b>	<b>Cap-Breton</b>	<b>Richmond</b>	<b>Inverness</b>	<b>Victoria</b>	<b>Total</b>
1999-2000	64 557	2 387	21 499	4 583	<b>93 026</b>
2000-2001	50 837	1 904	16 873	3 608	<b>73 221</b>
2001-2002	68 289	2 526	22 741	4 848	<b>98 405</b>
2002-2003	100 053	3 761	33 176	7 099	<b>144 089</b>
2003-2004	169 735	5 605	58 117	12 098	<b>245 555</b>
<b>Total</b>	<b>453 470</b>	<b>16 183</b>	<b>152 406</b>	<b>32 236</b>	<b>654 296</b>

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis.  
Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.*

<b>Tableau 4.13 : Produit intérieur brut total généré par les projets qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme (en milliers de \$) 1999-2000 à 2003-2004</b>					
<b>Année</b>	<b>Cap-Breton</b>	<b>Richmond</b>	<b>Inverness</b>	<b>Victoria</b>	<b>Total</b>
1999-2000	78 282	3 210	25 323	5 536	<b>112 351</b>
2000-2001	76 417	3 891	22 925	5 351	<b>108 583</b>
2001-2002	97 191	4 719	29 701	6 821	<b>138 432</b>
2002-2003	153 568	7 988	45 668	10 741	<b>217 965</b>
2003-2004	435 330	28 314	116 024	30 052	<b>609 719</b>
<b>Total</b>	<b>840 787</b>	<b>48 122</b>	<b>239 641</b>	<b>58 501</b>	<b>1 187 050</b>

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis.  
Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.*

#### **4.4 Impacts macro-économiques**

La section précédente présentait le niveau d'activité économique généré par les programmes et les projets de la SECB. La présente section examine les effets macro-économiques de l'activité de la SECB. Les effets macro-économiques sont les impacts à l'échelle de toute l'économie sur la démographie, la migration et le chômage qui s'observent dans l'économie du Cap-Breton par suite des activités de la SECB. Canmac modélise les macro-impacts à l'aide d'un modèle breveté de l'économie du Cap-Breton.

Nous mesurons les macro-impacts au moyen d'une simulation de l'économie dans l'hypothèse où la SECB n'existerait pas et où la création additionnelle d'emplois et de revenus n'aurait par conséquent pas lieu. L'élimination de la SECB entraîne plusieurs réactions indiquées ci-dessous :

- Une augmentation du nombre des personnes au chômage
- L'augmentation du chômage entraînerait une augmentation de l'émigration
- L'augmentation de l'émigration entraînerait une réduction de la croissance démographique.

La perte des emplois créés par la SECB déclenche un cycle néfaste de déclin pour l'économie du Cap-Breton. Ce déclin se poursuit jusqu'à ce que deux conditions d'équilibre soient rétablies.

1. La demande restante en faveur d'activités d'exportation soutient la population existante.
2. Le niveau d'émigration revient aux taux existants avant la perte des emplois de la SECB.

Le tableau 4.14 présente les résultats de notre simulation modèle de l'économie du Cap-Breton sans la SECB durant la période 1999 à 2004.

Sans les emplois créés par les programmes de la SECB, nous estimons une réduction

de la population de 12 691 personnes au Cap-Breton au cours de la période 1999 à 2003. Cela représente 10,59 % de la population existante en 2003. Nous estimons que le taux de chômage serait passé d'un taux estimé de 22,5 % en 1999 (5,1 % plus élevé que le taux réel) à un taux estimé de 21,7 % en 2003 (5,5 % plus élevé que le taux réel). Cette baisse du chômage peut être attribuée à une réduction plus importante de la taille de la population active que du nombre de personnes employées au Cap-Breton. Au cours de la période 1999 à 2003, on estime que la population active aurait diminué de 8 509 (une réduction de 13,3 %) et que le nombre des personnes employées aurait diminué de 9 384 (une réduction de 17,8 %).

<b>Tableau 4.14 : Macro-impacts Le Cap-Breton sans la SECB</b>								
	<i>Population</i>		<i>Population active</i>		<i>Emplois</i>		<i>Taux de chômage</i>	
<i>Année</i>	<i>Avec la SECB</i>	<i>Sans la SECB</i>	<i>Avec la SECB</i>	<i>Sans la SECB</i>	<i>Avec la SECB</i>	<i>Sans la SECB</i>	<i>Avec la SECB</i>	<i>Sans la SECB</i>
<b>1999</b>	123 200	123 200	63 800	63 800	52 700	49 617	17,4	22,2
<b>2000</b>	122 800	120 918	63 500	61 958	52 400	49 833	17,5	19,6
<b>2001</b>	121 800	120 233	65 800	62 975	54 600	50 527	17	19,8
<b>2002</b>	120 700	118 214	64 200	59 339	54 500	49 004	15,1	17,4
<b>2003</b>	119 800	116 444	62 900	55 291	52 700	43 316	16,2	21,7
<b>Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.</b>								

#### **4.5 Impacts supplémentaires**

La SECB joue un rôle prédominant dans l'économie du Cap-Breton. Nous avons vu qu'elle crée en moyenne 4 921 emplois par an. Cette création d'emplois est d'autant plus surprenante qu'elle a lieu au sein d'une économie qui est essentiellement stagnante. Par conséquent, la création d'emplois se fait dans un contexte de réduction des emplois. Dans cette section, nous examinons les modifications structurelles dans l'économie du Cap-Breton et le rôle de la SECB dans cette évolution structurelle.

Une analyse des données d'enregistrement des compagnies révèle que globalement il n'y a pas eu d'impact significatif sur la structure de l'économie du Cap-Breton. Notre analyse révèle que :

- L'augmentation totale du nombre des entreprises de 1999 à 2003 a été minime. En 1999, les données d'enregistrement des compagnies estimaient qu'il existait 4 714 entreprises au Cap-Breton; en 2003, ce nombre s'élevait à 4 614, à l'exclusion des entreprises de taille indéterminée.
- La répartition relative des entreprises entre les comtés est restée stagnante. En 1991, 63,6 % de toutes les entreprises se trouvaient dans le comté du Cap-Breton; en 2003, 61,3 % de toutes les entreprises se trouvaient dans le comté du Cap-Breton, à l'exclusion des entreprises de taille indéterminée.
- La taille des entreprises semble être en augmentation. En 1999, 70,3 % des entreprises avaient entre 1 et 4 employés; en 2003, ce nombre était tombé à 63,3 percent. On observe la plus forte augmentation parmi les entreprises ayant de 5 à 9 employés (de 14,6 à 15,5 pour cent du total) et parmi les entreprises ayant de 10 à 19 employés (de 7,6 à 10,5 pour cent du total).
- La répartition sectorielle des entreprises a très peu évolué au cours de la période 1999 à 2002 au Cap-Breton. Le changement le plus important a été observé dans le secteur de la vente au détail, qui a connu une évolution minime de 0,78 % au cours de la période 1999 à 2002.

Nous avons examiné les impacts supplémentaires de la SECB au moyen d'une enquête directe de sa clientèle. Les principaux résultats de notre enquête sont présentés dans

les tableaux 4.15 à 4.17. Comme le montre le tableau 4.15, les clients de la SECB sont axés sur la croissance, 51,43 % d'entre eux déclarant que leur projet avait augmenté les ventes sur les marchés existants et 52,66 % déclarant une augmentation des ventes sur de nouveaux marchés. Nous avons aussi constaté que 57,14 % des personnes interrogées avaient embauché de nouveaux employés en conséquence du projet. Vingt-cinq virgule sept pour cent des clients déclaraient que leur projet avait sauvé des emplois menacés.

De manière générale, les clients de la SECB ont atteint ou dépassé leurs objectifs comme l'indique le tableau 4.16; les clients dont l'objectif était d'augmenter les ventes, ont dépassé ou atteint leurs objectifs.

Enfin, le tableau 4.17 révèle que les clients de la SECB sont fortement orientés vers les exportations.

En 1999, la clientèle interrogée de la SECB avait des ventes exportées (à l'extérieur du Cap-Breton) de 97,18 %; en 2003, les exportations sont passées à 97,91 %, soit une augmentation de 0,73 %. La distribution des exportations s'est considérablement modifiée de 1999-2000 à 2003-2004; on est passé d'une situation où la majorité des exportations se faisaient vers le reste du Canada à une situation où les exportations se font surtout vers les États-Unis. La forte part d'exportations est due à l'importance des activités d'exportation des industries dominantes de l'île (centres d'appel, fabrication de pièces automobiles, etc.)

Bien que les données globales ne révèlent pas de changement structurel important, il y a eu des changements considérables dans les secteurs visés. Par exemple, l'industrie sidérurgique et houillère a été pratiquement éliminée comme moteur clé de l'économie et a été remplacée par un nouveau secteur qui n'existait pas avant 1999, c'est-à-dire le secteur des téléseuices.

<b>Tableau 4.15 : Impacts prévus des projets parrainés par la SECB sur les entreprises des clients interrogés</b>	
<i>Impact attendu</i>	<i>% de tous les projets économiques</i>
<i>Augmentation des ventes aux marchés existants</i>	51,43
<i>Augmentation des ventes aux nouveaux marchés</i>	52,86
<i>Maintien des emplois menacés</i>	25,71
<i>Embauche de nouveaux employés</i>	57,14
<i>Accroissement de la productivité</i>	30,00
<i>Autres</i>	31,43
<i>Remarque : Il se peut que les totaux ne se recourent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.</i>	

<b>Tableau 4.16 : Réalisation des objectifs des projets par les clients de la SECB interrogés (en %)</b>						
<i>Impact attendu</i>	<i>Objectif dépassé</i>	<i>Objectif atteint</i>	<i>Objectif non atteint</i>	<i>Trop tôt pour juger</i>	<i>Pas sûr</i>	<i>Total</i>
<i>Augmentation des ventes aux marchés existants</i>	16,67	47,22	11,11	22,22	2,78	<b>100,00</b>
<i>Augmentation des ventes aux nouveaux marchés</i>	18,92	39,73	13,51	37,84	0,00	<b>100,00</b>
<i>Maintien des emplois menacés</i>	16,67	72,22	5,56	5,56	0,00	<b>100,01</b>
<i>Embauche de nouveaux employés</i>	17,50	77,50	2,50	2,50	0,00	<b>100,00</b>
<i>Accroissement de la productivité</i>	28,57	52,38	0,00	19,05	0,00	<b>100,00</b>
<i>Autres</i>	36,36	54,55	4,55	4,55	0,00	<b>100,01</b>
<i>Remarque : Il se peut que les totaux ne se recourent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.</i>						

**Tableau 4.17 : Distribution des ventes des clients de la SECB interrogés pour les années 1999 et 2003 (% du total des ventes)**

	<b>1999</b>	<b>2003</b>
<b>Cap-Breton</b>	2,82	2,09
<b>Reste du Canada Atlantique</b>	4,31	3,21
<b>Reste du Canada</b>	53,07	29,58
<b>États-Unis</b>	39,80	63,99
<b>Reste du monde</b>	0,00	1,13
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recourent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.*

## **Chapitre cinq**

### **Impact financier**

#### **5.1 Introduction**

Ce chapitre présente l'impact financier des politiques et des programmes de la SECB. Un développement économique réussi crée des recettes fiscales. Ce chapitre décrit les recettes fiscales du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial et des gouvernements municipaux pour la période 1999 à 2004.

#### **5.2 Impact financier**

Les impacts financiers sont mesurés à l'aide du modèle d'impact financier de Canmac. Ce modèle d'impact financier lie les recettes fiscales aux impacts économiques créés par les projets. Le modèle se sert des taux d'imposition réel – des recettes réelles perçues par type de revenus plutôt que des taux d'imposition prévus par la loi afin de refléter plus précisément les impôts réellement perçus. Les recettes municipales ont été calculées d'après les résultats des enquêtes.

Les tableaux 5.1, 5.2 et 5.3 présentent les impacts en matière de recettes fiscales. Le tableau 5.1 montre que les recettes fédérales ont augmenté de 91,2 millions de \$ au cours de la période 1999-2000 à 2003-2004, soit de 18,2 millions de \$ par an en moyenne. La contribution la plus importante aux coffres fédéraux a été les impôts sur les revenus des particuliers qui ont représenté 56,6 % des recettes totales.

Le tableau 5.2 montre les recettes provinciales au cours des années 1999-2000 à 2003-2004. Les recettes provinciales ont augmenté de 84 millions de \$ au cours de la période, soit 16,8 millions de \$ par an en moyenne. Le gouvernement provincial a reçu 34,6 % de cette augmentation par le biais des impôts sur le revenu des particuliers, qui a le plus largement contribué au supplément de recettes provinciales.

Le tableau 5.3 fait état des recettes totales perçues par les gouvernements fédéral,

provincial et municipaux au cours de la période 1999-2000 à 2003-2004 sur les projets parrainés par la SECB.

Les recettes gouvernementales globales ont augmenté de 177,4 millions de \$ au cours de la période 1999-2000 à 2003-2004, soit 35,5 millions de \$ par an. C'est le gouvernement fédéral qui a bénéficié de l'augmentation la plus importante, sa part représentant 47,75 % des recettes globales. Les recettes municipales issues des projets de la SECB ont représenté 7,93 % des recettes gouvernementales globales et ont subi la plus faible augmentation.

Le tableau 5.4 fait état des recettes municipales globales issues des projets de la SECB au cours de la période 1999-2000 à 2003-2004. Les gouvernements municipaux du Cap-Breton ont reçu un total de 10,8 millions de \$ des projets de la SECB, soit 2,15 millions de \$ par an en moyenne.

<b>Tableau 5.1 : Recettes fédérales issues des projets parrainés par la SECB qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme 1999-2000 à 2003-2004</b>					
<b>Année</b>	<b>Impôts des particuliers</b>	<b>Impôts des sociétés</b>	<b>Taxes sur les ventes</b>	<b>Impôts indirects</b>	<b>Total</b>
<b>1999-2000</b>	8 027	1 666	3 170	1 326	<b>14 189</b>
<b>2000-2001</b>	5 612	1 165	2 216	928	<b>9 921</b>
<b>2001-2002</b>	7 656	1 589	3 023	1 266	<b>13 534</b>
<b>2002-2003</b>	10 715	2 224	4 231	1 770	<b>18 939</b>
<b>2003-2004</b>	19 621	4 072	7 747	3 242	<b>34 682</b>
<b>Total</b>	<b>51 631</b>	<b>10 716</b>	<b>20 386</b>	<b>8 532</b>	<b>91 265</b>

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recourent pas car les chiffres sont arrondis.  
Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.*

<b>Tableau 5.2 : Recettes provinciales issues des projets parrainés par la SECB qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme 1999-2000 à 2003-2004</b>					
<i>Année</i>	<i>Impôts des particuliers</i>	<i>Impôts des sociétés</i>	<i>Taxes sur les ventes</i>	<i>Impôts indirects</i>	<i>Total</i>
<b>1999-2000</b>	4 554	2 530	3 455	2 530	<b>13 069</b>
<b>2000-2001</b>	3 184	1 769	2 415	1 769	<b>9 137</b>
<b>2001-2002</b>	4 344	2 414	3 295	2 414	<b>12 467</b>
<b>2002-2003</b>	6 079	3 377	4 611	3 377	<b>17 445</b>
<b>2003-2004</b>	11 130	6 185	8 444	6 185	<b>31 945</b>
<b>Total</b>	<b>29 291</b>	<b>16 276</b>	<b>22 220</b>	<b>16 276</b>	<b>84 063</b>

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis.  
Source : Calculé par Canmac Economics Ltd. à partir des données de la SECB*

Du point de vue du coût global, les économies réalisées par la Commission de l'assurance-emploi (AE) grâce aux emplois créés par la SECB au Cap-Breton constituent un impact avantageux pour le gouvernement fédéral. Le tableau 5.5 indique les économies d'AE résultant des emplois créés par la SECB au Cap-Breton, sans compter les migrations pour les années 1999-2003. Le profit total estimé tiré des économies d'AE a été de 153,2 millions de \$, soit 30,6 millions de \$ par an en moyenne.

<b>Tableau 5.3 : Total des recettes provinciales, fédérales et municipales issues des projets parrainés par la SECB qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme (en milliers de \$) 1999-2000 à 2003-2004</b>				
<i>Année</i>	<i>Total des recettes provinciales</i>	<i>Total des recettes fédérales</i>	<i>Total des recettes municipales</i>	<i>Total</i>
<b>1999-2000</b>	13 069	14 189	934	<b>28 192</b>
<b>2000-2001</b>	9 137	9 921	1 347	<b>20 405</b>
<b>2001-2002</b>	12 467	13 534	2 224	<b>28 225</b>
<b>2002-2003</b>	17 445	18 939	2 808	<b>39 192</b>
<b>2003-2004</b>	31 945	34 682	3 450	<b>70 077</b>
<b>Total</b>	<b>84 063</b>	<b>91 265</b>	<b>10 764</b>	186 092
<i>Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.</i>				

<b>Tableau 5.4 : Recettes municipales issues des projets qui ont créé des emplois durables et/ou à court terme 1999-2000 à 2003-2004</b>	
<i>Année</i>	<i>Taxes foncières</i>
<b>1999-2000</b>	934
<b>2000-2001</b>	1 347
<b>2001-2002</b>	2 224
<b>2002-2003</b>	2 808
<b>2003-2004</b>	3 450
<b>Total</b>	<b>10 764</b>
<b>Source : Enquête de Canmac Economics Ltd. sur la SECB</b>	

<b>Tableau 5.5 : Économies d'AE réalisées grâce aux nouveaux impacts générés par les projets de la SECB 1999-2000 à 2003-2004</b>	
<b>Année</b>	<b>Économies d'AE (en milliers de \$)</b>
<b>1999-2000</b>	19 206
<b>2000-2001</b>	15 989
<b>2001-2002</b>	25 372
<b>2002-2003</b>	34 240
<b>2003-2004</b>	58 459
<b>Total</b>	<b>153 266</b>
<b>Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.</b>	

## **Chapitre six**

### **Résumé et conclusions**

#### **6.1 Introduction**

Ce chapitre réunit les données présentées dans les chapitres précédents pour tirer des conclusions au sujet des coûts-avantages associés aux activités de développement économique de la SECB. Nous examinons les coûts-avantages de la SECB selon deux perspectives. Tout d'abord, une perspective financière où les avantages sont définis comme les recettes fiscales perçues et les coûts comme les dépenses effectuées sous forme de subventions et de prêts remboursables. La seconde perspective concerne le développement économique. Les avantages associés au développement économique sont définis comme les revenus supplémentaires créés dans l'économie de l'île. Les coûts sont les dépenses de programmes.

#### **6.2 Avantages financiers**

Notre évaluation du rapport avantages-coûts financiers est basée sur les tableaux 6.1 et 6.2. Le calcul des dépenses totales de programmes est basé sur les sorties d'argent prévues. La SECB, du point de vue des dépenses, gère deux types de programmes – prêts remboursables et subventions. Les prêts remboursables sont essentiellement des prêts sans intérêt – le principal doit généralement être remboursé à partir de la deuxième année qui suit l'octroi du prêt. Le tableau 6.1 présente les coûts totaux par année des projets subdivisés en prêts remboursables et en subventions.

<b>Tableau 6.1 : Coût total de l'aide aux projets Prêts remboursables/Subventions 1999-2000 à 2003-2004</b>			
<i>Année</i>	<i>Coût total de l'aide aux projets (en millions de \$)</i>	<i>Prêts remboursables (en millions de \$)</i>	<i>Subventions (en millions de \$)</i>
<i>1999-2000</i>	21,9	13,9	8,0
<i>2000-2001</i>	24,9	9,2	15,7
<i>2001-2002</i>	28,9	8,4	20,5
<i>2002-2003</i>	55,0	19,9	35,1
<i>2003-2004</i>	50,9	14,9	36,0

Tableau 6.2 : Total des recettes fiscales fédérales, provinciales et municipales et des coûts des projets parrainés par la SEBC (en milliers de \$) 1999-2000 à 2008-2009										
Recettes fiscales					Dépenses nettes					
Année	Total des recettes provinciales	Total des recettes fédérales	Total des recettes municipales	Économies d'AE	Total	Subventions	Prêts remboursables	Total	Avantage net	Avantage net actualisé
1999-2000	13 069	14 189	934	19 206	47 398	8 000	13 900	21 900	25 498	25 498
2000-2001	9 137	9 921	1 347	15 989	36 394	15 700	9 200	24 900	11 494	10 449
2001-2002	12 467	13 534	2 224	25 372	53 596	20 500	5 620	26 120	27 476	22 708
2002-2003	17 445	18 939	2 808	34 240	73 432	35 100	15 280	50 380	23 052	17 319
2003-2004	31 945	34 682	3 450	58 459	128 536	36 000	8 600	44 600	83 936	57 330
2004/2005	31 945	34 682	3 450	58 459	128 536	36 000	4 620	40 620	87 916	54 589
2005/2006	31 945	34 682	3 450	58 459	128 536	36 000	1 640	37 640	90 896	51 309
2006/2007	31 945	34 682	3 450	58 459	128 536	36 000	1 440	37 440	91 096	46 747
2007/2008	31 945	34 682	3 450	58 459	128 536	36 000	300	36 300	92 236	43 029
2008/2009	31 945	34 682	3 450	58 459	128 536	36 000	-1 000	35 000	93 536	39 669
<b>Total</b>	243 787	264 677	28 013	445 562	982 039	295 300	59 600	354 900	627 139	368 649

*Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.*

Le tableau 6.2 présente les avantages financiers sur dix ans à partir de 1999-2000. Les avantages sont présentés dans le chapitre 5 et les montants de la dernière année sont étendus aux années restantes. Les dépenses fédérales nettes sont la somme des subventions et des prêts remboursables nets dans une année donnée. Les prêts remboursables nets pour une année donnée représentent le montant déboursé par la SECB en prêts remboursables moins le montant qui a été remboursé à la SECB. Aux fins de cette analyse, nous supposons que les prêts remboursables de la SECB commencent à être remboursés durant la deuxième année du projet et que le remboursement dure cinq (5) ans. La dixième (10<sup>e</sup>) année, les recettes du gouvernement s'élèvent à 70,1 millions de \$ et les dépenses s'élèvent à 35 millions de \$. En utilisant un taux d'actualisation de 10 %, le rapport avantages-coûts est de 2,77.

### **6.3 Retombées économiques**

Le tableau 6.3 présente les avantages du développement économique (revenus) reçus dans l'économie et les dépenses de programmes de la SECB sur 10 ans. En utilisant un taux d'actualisation de 10 %, nous constatons que la valeur actuelle nette des retombées économiques est de 943,9 millions de \$, soit un rapport avantages-coûts de 5 sur 1 (c'est-à-dire que pour chaque dollar dépensé par la SECB, l'économie du Cap-Breton a reçu 5 \$ en revenus des ménages).

Le tableau 6.4 présente les retombées économiques durables créées dans l'économie du Cap-Breton au cours de la période à l'étude et projetées sur dix (10) ans. Les retombées durables en matière de revenus mesurent le potentiel économique à long terme créé par les programmes de la SECB. En utilisant un taux d'actualisation de 10 %, nous constatons que le rapport avantages-coûts est de 4.

<b>Tableau 6.3 : Développement économique au Cap-Breton issu des dépenses de projets de la SECB (en milliers de \$) 1999-2000 à 2008-2009</b>				
<i>Année</i>	<i>Total des revenus du travail</i>	<i>Total des coûts</i>	<i>Avantage net</i>	<i>Avantage actualisé</i>
<b>1999-2000</b>	94 812	21 900	72 912	72 912
<b>2000-2001</b>	74 615	24 900	49 715	45 195
<b>2001-2002</b>	100 294	26 120	74 174	61 301
<b>2002-2003</b>	146 826	50 380	96 446	72 461
<b>2003-2004</b>	250 601	44 600	206 001	140 702
<b>2004-2005</b>	250 601	40 620	209 981	130 382
<b>2005-2006</b>	250 601	37 640	212 961	120 211
<b>2006-2007</b>	250 601	37 440	213 161	109 385
<b>2007-2008</b>	250 601	36 300	214 301	99 973
<b>2008-2009</b>	250 601	35 000	215 601	91 436
<b>Total</b>	1 920 154	354 900	1 565 254	943 959
<b>Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.</b>				

<b>Tableau 6.4 : Retombées économiques durables au Cap-Breton issues des dépenses de projets de la SECB (en milliers de \$) 1999-2000 à 2008-2009</b>				
<i>Année</i>	<i>Total des revenus du travail</i>	<i>Total des coûts</i>	<i>Avantage net</i>	<i>Avantage actualisé</i>
1999-2000	24 169	21 900	2 269	2 269
2000-2001	49 490	24 900	24 590	22 355
2001-2002	63 851	26 120	37 731	31 183
2002-2003	113 331	50 380	62 951	47 296
2003-2004	197 607	44 600	153 007	104 506
2004/2005	197 607	40 620	156 987	97 477
2005/2006	197 607	37 640	159 967	90 297
2006/2007	197 607	37 440	160 167	82 191
2007/2008	197 607	36 300	161 307	75 251
2008/2009	197 607	35 000	162 607	68 961
<b>Total</b>	<b>1 436 484</b>	<b>354 900</b>	<b>1 081 584</b>	<b>621 786</b>
<i>Remarque : Il se peut que les totaux ne se recoupent pas car les chiffres sont arrondis. Source : Calculé par Canmac Economics Ltd.</i>				

## Le mot de la fin

Ce rapport a documenté l'impact significatif de la SECB sur l'économie du Cap-Breton en termes d'emplois, de revenus et de produit intérieur brut. Le rapport montre également que le gouvernement obtient un solide rendement pour son investissement à la fois en termes de recettes fiscales et de développement économique.

Pour l'avenir, on peut s'attendre à ce que des efforts de niveau similaire soient nécessaires pour amener l'économie à l'autosuffisance. Par exemple, il faudra créer 6 636 emplois pour amener le taux de chômage actuel du Cap-Breton au niveau de celui de la Nouvelle-Écosse. Notre enquête des clients de la SEBC a révélé que 36 % d'entre eux envisageaient de se développer dans les cinq prochaines années mais que

48 % de ces clients s'attendaient à avoir besoin de fonds publics pour le faire.

# **ANNEXE A**

## ***Profil socio-économique historique***

***Île du Cap-Breton  
(Région économique)***

***Comtés du Cap-Breton  
(Divisions de recensement)***

Données historiques					
Population de l'île du Cap-Breton					
<b>Hommes</b>	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>
0 à 4	6 325	5 865	5 390	4 720	3 635
5 à 9	7 315	6 350	6 020	5 540	4 545
10 à 14	8 200	7 205	6 300	6 025	5 365
15 à 19	9 555	7 955	7 060	6 200	5 690
20 à 24	7 315	7 170	5 690	5 420	4 045
25 à 34	12 750	12 540	11 325	9 490	7 275
35 à 44	9 150	10 875	12 185	11 980	10 510
45 à 54	7 780	7 920	8 650	10 480	11 620
55 à 64	7 595	7 150	7 065	7 405	8 135
65 et plus	8 410	8 915	9 425	9 310	9 690
<b>Total</b>	<b>84 385</b>	<b>81 950</b>	<b>79 115</b>	<b>76 590</b>	<b>70 555</b>
<b>Femmes</b>	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>
0 à 4	6 255	5 520	5 175	4 535	3 525
5 à 9	6 865	6 255	5 590	5 275	4 445
10 à 14	7 585	6 765	6 265	5 650	5 130
15 à 19	9 315	7 315	6 610	6 185	5 415
20 à 24	7 140	6 920	5 260	5 220	4 345
25 à 34	12 450	12 685	12 180	10 330	8 030
35 à 44	9 055	10 735	12 185	12 640	11 935
45 à 54	8 055	8 050	8 750	10 500	11 810
55 à 64	8 495	7 925	7 545	7 725	8 485
65 et plus	10 510	11 990	13 030	13 620	13 780
<b>Total</b>	<b>85 700</b>	<b>84 170</b>	<b>82 570</b>	<b>81 680</b>	<b>76 895</b>
<b>Les 2 sexes</b>	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>
0 à 4	12 580	11 385	10 565	9 255	7 160
5 à 9	14 180	12 605	11 610	10 815	8 990
10 à 14	15 785	13 970	12 565	11 675	10 495
15 à 19	18 870	15 270	13 670	12 385	11 105
20 à 24	14 455	14 090	10 950	10 640	8 390
25 à 34	25 200	25 225	23 505	19 820	15 305
35 à 44	18 205	21 610	24 370	24 620	22 445
45 à 54	15 835	15 970	17 400	20 980	23 430
55 à 64	16 090	15 075	14 610	15 130	16 620
65 et plus	18 920	20 905	22 455	22 930	23 470
<b>Total</b>	<b>170 085</b>	<b>166 120</b>	<b>161 685</b>	<b>158 270</b>	<b>147 450</b>
<b>Variation en %</b>		<b>-2,33 %</b>	<b>-2,67 %</b>	<b>-2,11 %</b>	<b>-6,84 %</b>
Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986, 1991, 1996, 2001					

Données historiques					
Population du comté du Cap-Breton					
Hommes	1981	1986	1991	1996	2001
0 à 4	4 610	4 300	3 980	3 565	2 630
5 à 9	5 390	4 635	4 440	4 120	3 430
10 à 14	6 050	5 300	4 630	4 435	3 985
15 à 19	7 205	5 860	5 190	4 530	4 165
20 à 24	5 605	5 455	4 235	4 060	3 020
25 à 34	9 515	9 385	8 460	7 050	5 280
35 à 44	6 785	7 930	8 965	8 965	7 810
45 à 54	5 810	5 925	6 370	7 605	8 545
55 à 64	5 730	5 350	5 240	5 470	5 905
65 et plus	5 865	6 275	6 660	6 645	7 020
<b>Total</b>	<b>62 570</b>	<b>60 415</b>	<b>58 180</b>	<b>56 450</b>	<b>51 790</b>
Femmes	1981	1986	1991	1996	2001
0 à 4	4 580	4 125	3 780	3 440	2 570
5 à 9	5 035	4 580	4 170	3 880	3 320
10 à 14	5 520	4 950	4 595	4 215	3 750
15 à 19	7 075	5 370	4 875	4 555	4 060
20 à 24	5 510	5 330	3 980	3 945	3 290
25 à 34	9 360	9 635	9 290	7 870	5 965
35 à 44	6 780	7 990	9 120	9 570	9 065
45 à 54	6 205	6 110	6 540	7 800	8 785
55 à 64	6 555	6 085	5 755	5 835	6 265
65 et plus	7 855	9 025	9 815	10 285	10 465
<b>Total</b>	<b>64 465</b>	<b>63 210</b>	<b>61 915</b>	<b>61 400</b>	<b>57 540</b>
Les 2 sexes	1981	1986	1991	1996	2001
0 à 4	9 190	8 425	7 760	7 005	5 200
5 à 9	10 425	9 215	8 610	8 000	6 750
10 à 14	11 570	10 250	9 225	8 650	7 735
15 à 19	14 280	11 230	10 065	9 085	8 225
20 à 24	11 115	10 785	8 215	8 005	6 310
25 à 34	18 875	19 020	17 750	14 920	11 245
35 à 44	13 565	15 920	18 085	18 535	16 875
45 à 54	12 015	12 035	12 910	15 405	17 330
55 à 64	12 285	11 435	10 995	11 305	12 170
65 et plus	13 720	15 300	16 475	16 930	17 485
<b>Total</b>	<b>127 035</b>	<b>123 625</b>	<b>120 095</b>	<b>117 850</b>	<b>109 330</b>
<b>Variation en %</b>		<b>-2,68 %</b>	<b>-2,86 %</b>	<b>-1,87 %</b>	<b>-7,23 %</b>
Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986, 1991, 1996, 2001					

Données historiques Population du comté d'Inverness					
<b>Hommes</b>	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>
0 à 4	920	830	770	600	560
5 à 9	1 025	910	845	790	580
10 à 14	1 125	990	875	845	775
15 à 19	1 200	1 080	990	885	820
20 à 24	910	920	770	700	565
25 à 34	1 685	1 610	1 495	1 270	1 035
35 à 44	1 300	1 570	1 665	1 565	1 395
45 à 54	1 000	1 070	1 235	1 510	1 605
55 à 64	905	875	915	1 010	1 170
65 et plus	1 260	1 275	1 305	1 225	1 260
<b>Total</b>	<b>11 325</b>	<b>11 135</b>	<b>10 860</b>	<b>10 410</b>	<b>9 790</b>
<b>Femmes</b>	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>
0 à 4	895	695	770	575	520
5 à 9	970	905	725	755	590
10 à 14	1 105	950	890	720	760
15 à 19	1 135	1 045	920	865	705
20 à 24	840	810	700	680	590
25 à 34	1 630	1 570	1 470	1 275	1 095
35 à 44	1 210	1 425	1 625	1 585	1 485
45 à 54	915	1 020	1 160	1 380	1 580
55 à 64	1 010	925	870	980	1 150
65 et plus	1 305	1 465	1 645	1 700	1 675
<b>Total</b>	<b>11 010</b>	<b>10 810</b>	<b>10 760</b>	<b>10 505</b>	<b>10 145</b>
<b>Les 2 sexes</b>	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>
0 à 4	1 815	1 525	1 540	1 175	1 080
5 à 9	1 995	1 815	1 570	1 545	1 170
10 à 14	2 230	1 940	1 765	1 565	1 535
15 à 19	2 335	2 125	1 910	1 750	1 525
20 à 24	1 750	1 730	1 470	1 380	1 155
25 à 34	3 315	3 180	2 965	2 545	2 130
35 à 44	2 510	2 995	3 290	3 150	2 880
45 à 54	1 915	2 090	2 395	2 890	3 185
55 à 64	1 915	1 800	1 785	1 990	2 320
65 et plus	2 565	2 740	2 950	2 925	2 935
<b>Total</b>	<b>22 335</b>	<b>21 945</b>	<b>21 620</b>	<b>20 915</b>	<b>19 935</b>
<b>Variation en %</b>		<b>-1,75 %</b>	<b>-1,48 %</b>	<b>-3,26 %</b>	<b>-4,69 %</b>
<i>Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986, 1991, 1996, 2001</i>					

Données historiques Population du comté de Richmond					
<b>Hommes</b>	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>
0 à 4	480	385	350	300	235
5 à 9	560	470	380	355	290
10 à 14	650	560	460	395	350
15 à 19	680	625	525	455	385
20 à 24	445	420	375	400	235
25 à 34	920	840	700	630	565
35 à 44	620	790	880	785	675
45 à 54	575	535	595	765	830
55 à 64	545	535	530	525	600
65 et plus	730	805	855	885	870
<b>Total</b>	<b>6 200</b>	<b>5 960</b>	<b>5 655</b>	<b>5 500</b>	<b>5 040</b>
<b>Femmes</b>	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>
0 à 4	450	375	325	285	255
5 à 9	545	430	365	335	300
10 à 14	625	535	435	380	320
15 à 19	680	575	505	435	335
20 à 24	460	450	330	345	255
25 à 34	855	830	785	680	555
35 à 44	645	765	825	835	785
45 à 54	560	555	615	745	805
55 à 64	520	530	530	540	630
65 et plus	750	845	900	945	940
<b>Total</b>	<b>6 085</b>	<b>5 880</b>	<b>5 605</b>	<b>5 520</b>	<b>5 185</b>
<b>Les 2 sexes</b>	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>
0 à 4	930	760	675	585	490
5 à 9	1 105	900	745	690	590
10 à 14	1 275	1 095	895	775	670
15 à 19	1 360	1 200	1 030	890	720
20 à 24	905	870	705	745	490
25 à 34	1 775	1 670	1 485	1 310	1 120
35 à 44	1 265	1 555	1 705	1 620	1 460
45 à 54	1 135	1 090	1 210	1 510	1 635
55 à 64	1 065	1 065	1 060	1 065	1 230
65 et plus	1 480	1 650	1 755	1 830	1 810
<b>Total</b>	<b>12 285</b>	<b>11 840</b>	<b>11 260</b>	<b>11 020</b>	<b>10 225</b>
<b>Variation en %</b>		<b>-3,62 %</b>	<b>-4,90 %</b>	<b>-2,13 %</b>	<b>-7,21 %</b>
<i>Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986, 1991, 1996, 2001</i>					

Données historiques Population du comté de Victoria					
<b>Hommes</b>	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>
0 à 4	315	350	290	255	210
5 à 9	340	335	355	275	245
10 à 14	375	355	335	350	255
15 à 19	470	390	355	330	320
20 à 24	355	375	310	260	225
25 à 34	630	705	670	540	395
35 à 44	445	585	675	665	630
45 à 54	395	390	450	600	640
55 à 64	415	390	380	400	460
65 et plus	555	560	605	555	540
<b>Total</b>	<b>4 290</b>	<b>4 440</b>	<b>4 420</b>	<b>4 230</b>	<b>3 935</b>
<b>Femmes</b>	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>
0 à 4	330	325	300	235	180
5 à 9	315	340	330	305	235
10 à 14	335	330	345	335	300
15 à 19	425	325	310	330	315
20 à 24	330	330	250	250	210
25 à 34	605	650	635	505	415
35 à 44	420	555	615	650	600
45 à 54	375	365	435	575	640
55 à 64	410	385	390	370	440
65 et plus	600	655	670	690	700
<b>Total</b>	<b>4 140</b>	<b>4 270</b>	<b>4 290</b>	<b>4 255</b>	<b>4 025</b>
<b>Les 2 sexes</b>	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>
0 à 4	645	675	590	490	390
5 à 9	655	675	685	580	480
10 à 14	710	685	680	685	555
15 à 19	895	715	665	660	635
20 à 24	685	705	560	510	435
25 à 34	1 235	1 355	1 305	1 045	810
35 à 44	865	1 140	1 290	1 315	1 230
45 à 54	770	755	885	1 175	1 280
55 à 64	825	775	770	770	900
65 et plus	1 155	1 215	1 275	1 245	1 240
<b>Total</b>	<b>8 430</b>	<b>8 710</b>	<b>8 710</b>	<b>8 485</b>	<b>7 960</b>
<b>Variation en %</b>		<b>3,32 %</b>	<b>0 %</b>	<b>-2,58 %</b>	<b>-6,19 %</b>
<i>Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986, 1991, 1996, 2001</i>					

Données historiques					
Activité sur le marché du travail - île du Cap-Breton					
	1981	1986	1991	1996	2001
Population 15 ans et +	126 090	126 685	125 336	124 700	118 830
Population active	66 485	69 760	68 826	65 540	61 870
Taux d'activité en %	52,73	55,07	54,91	52,56	52,07
Emplois	55 735	54 060	55 110	49 775	48 880
Taux de chômage en %	16,17	22,51	19,93	24,05	21,00

Données historiques					
Activité sur le marché du travail - comté du Cap-Breton					
	1981	1986	1991	1996	2001
Population 15 ans et +	94 735	94 590	93 330	92 845	88 155
Population active	49 690	51 155	49 791	47 570	44 590
Taux d'activité en %	52,45	54,08	53,35	51,24	50,58
Emplois	42 105	39 745	39 990	36 785	35 820
Taux de chômage en %	15,26	22,30	19,68	22,67	19,67

Données historiques					
Activité sur le marché du travail - comté d'Inverness					
	1981	1986	1991	1996	2001
Population 15 ans et +	16 115	16 495	16 491	16 355	15 880
Population active	8 870	9 920	10 090	9 550	9 290
Taux d'activité en %	55,04	60,14	61,18	58,39	58,50
Emplois	7 400	7 885	8 165	7 320	7 425
Taux de chômage en %	16,57	20,51	19,08	23,35	20,08

Données historiques					
Activité sur le marché du travail - comté de Richmond					
	1981	1986	1991	1996	2001
Population 15 ans et +	8 885	9 000	8 845	8 865	8 360
Population active	4 365	4 560	4 715	4 590	4 330
Taux d'activité en %	49,13	50,67	53,31	51,78	51,79
Emplois	3 515	3 375	3 705	3 310	3 225
Taux de chômage en %	19,47	25,99	21,42	27,89	25,52

Données historiques					
Activité sur le marché du travail - comté de Victoria					
	1981	1986	1991	1996	2001
Population 15 ans et +	6 355	6 600	6 670	6 635	6 435
Population active	3 560	4 125	4 230	3 830	3 660
Taux d'activité en %	56,02	62,50	63,42	57,72	56,88
Emplois	2 715	3 055	3 250	2 360	2 410
Taux de chômage en %	23,74	25,94	23,17	38,38	34,15

Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986, 1991, 1996, 2001

Données historiques					
Population active par industrie - île du Cap-Breton					
	1981	1986	1991	1996	2001
<i>Toutes les industries</i>	64 580	66 300	66 570	61 600	59 480
<i>Secteur primaire</i>	7 260	8 110	6 990	6 025	4 365
<i>Fabrication</i>	9 915	7 670	7 035	4 680	4 590
<i>Construction</i>	4 540	4 575	4 405	4 355	3 970
<i>Transports/Communic./Services publics</i>	5 970	5 245	5 055	4 280	4 135
<i>Commerce</i>	10 515	11 520	12 120	10 970	9 220
<i>Finances/Assurances/Immobilier</i>	1 845	1 890	1 805	1 935	1 810
<i>Industries des Services</i>	19 940	21 640	23 400	24 890	27 310
<i>Administration publique</i>	4 585	5 680	5 755	4 415	4 090

Données historiques					
Population active par industrie - comté du Cap-Breton					
	1981	1986	1991	1996	2001
<i>Toutes les industries</i>	48 200	48 315	47 985	44 335	42 630
<i>Secteur primaire</i>	5 010	5 180	4 285	3 670	2 090
<i>Fabrication</i>	7 440	5 255	4 485	2 970	2 525
<i>Construction</i>	3 205	3 180	3 310	3 070	2 745
<i>Transports/Communic./Services publics</i>	4 515	3 920	3 750	3 100	3 130
<i>Commerce</i>	8 335	8 905	9 355	8 365	6 945
<i>Finances/Assurances/Immobilier</i>	1 450	1 475	1 385	1 410	1 375
<i>Industries des Services</i>	14 895	15 835	17 085	18 365	20 605
<i>Administration publique</i>	3 345	4 570	4 335	3 385	3 210

Données historiques					
Population active par industrie - comté d'Inverness					
	1981	1986	1991	1996	2001
<i>Toutes les industries</i>	8 685	9 615	9 845	9 230	9 100
<i>Secteur primaire</i>	1 215	1 630	1 460	1 320	1 155
<i>Fabrication</i>	1 420	1 370	1 350	965	1 120
<i>Construction</i>	680	760	580	605	715
<i>Transports/Communic./Services publics</i>	695	635	630	585	485
<i>Commerce</i>	1 180	1 555	1 620	1 540	1 415
<i>Finances/Assurances/Immobilier</i>	250	240	255	335	255
<i>Industries des Services</i>	2 555	2 865	3 315	3 415	3 490
<i>Administration publique</i>	685	570	635	450	475
<i>Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986, 1991, 1996, 2001</i>					

Données historiques					
Population active par industrie - comté de Richmond					
	1981	1986	1991	1996	2001
<i>Toutes les industries</i>	4 210	4 385	4 580	4 335	4 175
<i>Secteur primaire</i>	390	480	480	355	330
<i>Fabrication</i>	915	795	880	565	695
<i>Construction</i>	350	365	280	455	355
<i>Transports/Communic./Services publics</i>	390	360	325	350	250
<i>Commerce</i>	600	635	680	585	570
<i>Finances/Assurances/Immobilier</i>	75	105	95	105	130
<i>Industries des Services</i>	1 265	1 385	1 460	1 630	1 630
<i>Administration publique</i>	220	260	370	265	225

Données historiques					
Population active par industrie - comté de Victoria					
	1981	1986	1991	1996	2001
<i>Toutes les industries</i>	3 485	3 985	4 160	3 700	3 575
<i>Secteur primaire</i>	645	820	765	680	790
<i>Fabrication</i>	140	250	320	180	250
<i>Construction</i>	305	270	235	225	155
<i>Transports/Communic./Services publics</i>	370	330	350	245	270
<i>Commerce</i>	400	425	465	480	290
<i>Finances/Assurances/Immobilier</i>	70	70	70	85	50
<i>Industries des Services</i>	1 225	1 555	1 540	1 480	1 585
<i>Administration publique</i>	335	280	415	315	180

*Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986, 1991, 1996, 2001*

Données historiques			
Population active par profession - île du Cap-Breton (1)			
	1981	1986	1991
<i>Toutes les professions</i>	64 590	66 305	66 555
<i>Gestion, administration et apparentées</i>	3 505	4 610	4 830
<i>Enseignement et apparentées</i>	3 660	3 335	3 460
<i>Professions de la médecine et de la santé</i>	3 395	3 825	4 330
<i>Sciences natur. &amp; sociales, religion, arts &amp; apparentées</i>	3 025	3 130	3 470
<i>Emplois de bureau</i>	8 550	9 480	9 885
<i>Ventes</i>	5 915	5 590	5 845
<i>Services</i>	8 640	9 590	10 460
<i>Professions du secteur primaire</i>	5 765	6 360	5 820
<i>Transformation</i>	4 085	3 570	3 185
<i>Usinage, fabrication, montage &amp; réparation</i>	4 235	3 980	3 815
<i>Métiers de la construction</i>	6 440	5 890	5 330
<i>Matériel de transports</i>	2 800	3 000	2 705
<i>Autres</i>	4 570	3 935	3350

Données historiques			
Population active par profession - comté du Cap-Breton (1)			
	1981	1986	1991
<i>Toutes les professions</i>	48 205	48 315	47 980
<i>Gestion, administration et apparentées</i>	2 685	3 395	3 500
<i>Enseignement et apparentées</i>	2 675	2 505	2 505
<i>Professions de la médecine et de la santé</i>	2 710	3 040	3 410
<i>Sciences natur. &amp; sociales, religion, arts &amp; apparentées</i>	2 165	2 375	2 585
<i>Emplois de bureau</i>	6 685	7 350	7 645
<i>Ventes</i>	4 815	4 470	4 650
<i>Services</i>	6 290	6 820	7 450
<i>Professions du secteur primaire</i>	3 680	3 555	3 260
<i>Transformation</i>	3 205	2 555	1 935
<i>Usinage, fabrication, montage &amp; réparation</i>	3 200	3 040	2 825
<i>Métiers de la construction</i>	4 490	4 230	3 800
<i>Matériel de transports</i>	2 110	2 130	1 930
<i>Autres</i>	3 485	2 850	2 480

(1) Données non comparables à celles de 1996 et 2001.

Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986 et 1991.

Données historiques			
Population active par profession - comté d'Inverness (1)			
	1981	1986	1991
<i>Toutes les professions</i>	8 690	9 615	9 840
<i>Gestion, administration et apparentées</i>	475	675	745
<i>Enseignement et apparentées</i>	535	450	530
<i>Professions de la médecine et de la santé</i>	405	415	535
<i>Sciences natur. &amp; sociales, religion, arts &amp; apparentées</i>	445	450	470
<i>Emplois de bureau</i>	1 090	1 250	1 290
<i>Ventes</i>	585	675	710
<i>Services</i>	1 180	1 380	1 510
<i>Professions du secteur primaire</i>	1 140	1 465	1 340
<i>Transformation</i>	440	535	615
<i>Usinage, fabrication, montage &amp; réparation</i>	555	500	510
<i>Métiers de la construction</i>	990	825	800
<i>Matériel de transports</i>	320	400	310
<i>Autres</i>	535	580	470

Données historiques			
Population active par profession - comté de Richmond (1)			
	1981	1986	1991
<i>Toutes les professions</i>	4 210	4 385	4 580
<i>Gestion, administration et apparentées</i>	170	275	330
<i>Enseignement et apparentées</i>	260	180	265
<i>Professions de la médecine et de la santé</i>	115	185	175
<i>Sciences natur. &amp; sociales, religion, arts &amp; apparentées</i>	215	170	225
<i>Emplois de bureau</i>	475	475	505
<i>Ventes</i>	275	275	255
<i>Services</i>	545	620	665
<i>Professions du secteur primaire</i>	355	505	445
<i>Transformation</i>	360	350	445
<i>Usinage, fabrication, montage &amp; réparation</i>	325	290	305
<i>Métiers de la construction</i>	575	535	390
<i>Matériel de transports</i>	190	255	275
<i>Autres</i>	355	280	270

<b>Données historiques</b>			
<b>Population active par profession - comté de Victoria (1)</b>			
	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>
<b>Gestion, administration et apparentées</b>	175	265	255
<b>Enseignement et apparentées</b>	190	200	160
<b>Professions de la médecine et de la santé</b>	165	185	210
<b>Sciences natur. &amp; sociales, religion, arts &amp; apparentées</b>	200	135	190
<b>Emplois de bureau</b>	300	405	445
<b>Ventes</b>	240	170	230
<b>Services</b>	625	770	835
<b>Professions du secteur primaire</b>	590	835	775
<b>Transformation</b>	80	130	190
<b>Usinage, fabrication, montage &amp; réparation</b>	155	150	175
<b>Métiers de la construction</b>	385	300	340
<b>Matériel de transports</b>	180	215	190
<b>Autres</b>	195	225	130
<i>(1) Données non comparables à celles de 1996 et 2001.</i>			
<i>Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986 et 1991.</i>			

Données historiques		
Population active par profession - île du Cap-Breton		
	1996	2001
<i>Toutes les professions</i>	61 600	59 480
<i>Gestion</i>	3 685	4 155
<i>Affaires, finances &amp; administration</i>	8 230	8 025
<i>Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées</i>	1 400	1 915
<i>Santé</i>	4 000	4 475
<i>Sciences sociales, éducation, services gouvernementaux et religion</i>	4 660	4 870
<i>Arts, culture, sports et loisirs</i>	1 265	1 270
<i>Ventes et services</i>	19 100	18 000
<i>Métiers, transports, machinerie et professions apparentées</i>	11 115	10 270
<i>Professions spécifiques au secteur primaire</i>	5 120	3 930
<i>Transformation, fabrication et services d'utilité publique</i>	3 000	2 550

Données historiques		
Population active par profession - comté du Cap-Breton		
	1996	2001
<i>Toutes les professions</i>	44 335	42 625
<i>Gestion</i>	2 515	2 960
<i>Affaires, finances &amp; administration</i>	6 220	6 200
<i>Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées</i>	1 010	1 320
<i>Santé</i>	3 185	3 555
<i>Sciences sociales, éducation, services gouvernementaux et religion</i>	3 560	3 745
<i>Arts, culture, sports et loisirs</i>	925	820
<i>Ventes et services</i>	14 365	13 640
<i>Métiers, transports, machinerie et professions apparentées</i>	7 830	7 130
<i>Professions spécifiques au secteur primaire</i>	2 885	1 850
<i>Transformation, fabrication et services d'utilité publique</i>	1 850	1 395

Données historiques		
Population active par profession - comté d'Inverness		
	1996	2001
<i>Toutes les professions</i>	9 225	9 100
<i>Gestion</i>	690	635
<i>Affaires, finances &amp; administration</i>	1 160	1 010
<i>Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées</i>	250	290
<i>Santé</i>	380	515
<i>Sciences sociales, éducation, services gouvernementaux et religion</i>	595	585
<i>Arts, culture, sports et loisirs</i>	175	215
<i>Ventes et services</i>	2 460	2 545
<i>Métiers, transports, machinerie et professions apparentées</i>	1 610	1 720
<i>Professions spécifiques au secteur primaire</i>	1 275	1 010
<i>Transformation, fabrication et services d'utilité publique</i>	620	570
<i>(1) Non comparable à 1981, 1986, 1991. Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1996, 2001</i>		

Données historiques		
Population active par profession - comté de Richmond		
	1996	2001
<i>Toutes les professions</i>	4 340	4 175
<i>Gestion</i>	195	280
<i>Affaires, finances &amp; administration</i>	525	440
<i>Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées</i>	90	195
<i>Santé</i>	205	225
<i>Sciences sociales, éducation, services gouvernementaux et religion</i>	325	280
<i>Arts, culture, sports et loisirs</i>	75	90
<i>Ventes et services</i>	1 125	1 015
<i>Métiers, transports, machinerie et professions apparentées</i>	1 085	915
<i>Professions spécifiques au secteur primaire</i>	310	310
<i>Transformation, fabrication et services d'utilité publique</i>	400	425

Données historiques		
Population active par profession - comté de Victoria		
	1996	2001
<i>Toutes les professions</i>	3 700	3 580
<i>Gestion</i>	285	280
<i>Affaires, finances &amp; administration</i>	325	375
<i>Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées</i>	50	110
<i>Santé</i>	230	180
<i>Sciences sociales, éducation, services gouvernementaux et religion</i>	180	260
<i>Arts, culture, sports et loisirs</i>	90	145
<i>Ventes et services</i>	1 150	800
<i>Métiers, transports, machinerie et professions apparentées</i>	590	505
<i>Professions spécifiques au secteur primaire</i>	650	760
<i>Transformation, fabrication et services d'utilité publique</i>	130	160

(1) Non comparable à 1981, 1986, 1991. Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1996, 2001

Données historiques					
Ménages, familles et revenus - île du Cap-Breton					
Caractéristiques	1981	1986	1991	1996	2001
Ménages privés	49 235	52 010	54 915	56 885	56 520
Ménages à un couple avec enfants	25 585	25 135	23 555	21 995	19 100
Ménages à un couple sans enfants	9 900	10 130	12 155	12 345	13 935
Ménages d'une personne	7 076	8 740	10 915	12 425	13 880
Autres ménages	6 674	8 005	8 290	10 120	9 605
Revenu médian des ménages en \$ (1)	15 890	22 607	31 054	31 407	34 294
Nombre Total de logements occupés	49 235	52 010	54 915	56 885	56 530
Logements en propriété	39 720	36 140	41 985	42 120	42 065
Logements en location	9 510	9 745	12 320	13 885	13 580
Logements construits avant 1981	49 235	47 220	45 640	44 660	42 485
Logements construits après 1981	0	4 790	9 275	12 225	14 045
Valeur moyenne des logements en \$	33 030	42 918	55 758	67 024	76 224
Nombre Total de familles	41 360	42 210	42 635	43 200	42 595
Revenu médian des familles en \$ (1)	17 212	25 070	34 334	36 388	39 828

(1) Le revenu médian du Cap-Breton a été calculé comme la moyenne des quatre comtés du Cap-Breton.

Données historiques					
Ménages, familles et revenus - comté du Cap-Breton					
Caractéristiques	1981	1986	1991	1996	2001
Ménages privés	36 810	38 795	41 055	42 615	42 150
Ménages à un couple avec enfants	19 165	18 735	17 365	16 050	14 055
Ménages à un couple sans enfants	7 395	7 450	9 080	8 865	9 990
Ménages d'une personne	5 145	6 415	8 105	9 345	10 515
Autres ménages	5 105	6 195	6 505	8 355	7 590
Revenu médian des ménages en \$ (1)	17 820	23 603	30 334	29 908	32 235
Nombre Total de logements occupés	36 810	38 795	41 055	42 615	42 150
Logements en propriété	28 955	29 470	30 520	30 615	30 480
Logements en location	7 855	8 840	10 160	11 440	11 160
Logements construits avant 1981	36 810	35 285	34 215	33 660	32 330
Logements construits après 1981	0	3 510	6 840	8 955	9 820
Valeur moyenne des logements en \$	35 118	44 168	57 848	63 773	66 482
Nombre Total de familles	31 145	31 630	31 935	32 305	31 720
Revenu médian des familles en \$ (1)	18 738	25 604	34 466	34 673	38 228

Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986, 1991, 1996, 2001

(1) Le revenu médian du Cap-Breton a été calculé comme la moyenne des quatre comtés du Cap-Breton.

Données historiques					
Ménages, familles et revenus - comté d'Inverness					
Caractéristiques	1981	1986	1991	1996	2001
Ménages privés	6 380	6 770	7 160	7 355	7 425
Ménages à un couple avec enfants	3 340	3 300	3 210	2 985	2 635
Ménages à un couple sans enfants	1 205	1 275	1 480	1 685	1 985
Ménages d'une personne	956	1 200	1 490	1 665	1 785
Autres ménages	879	995	980	1 020	1 020
Revenu médian des ménages en \$ (1)	16 785	23 592	32 522	33 802	38 242
Nombre Total de logements occupés	6 380	6 770	7 160	7 355	7 425
Logements en propriété	5 415	1 180	5 780	5 765	5 875
Logements en location	960	85	1 285	1 450	1 395
Logements construits avant 1981	6 380	6 205	5 850	5 780	5 225
Logements construits après 1981	0	565	1 310	1 575	2 200
Valeur moyenne des logements en \$	34 646	43 961	57 196	70 777	81 732
Nombre Total de familles	5 235	5 370	5 460	5 495	5 520
Revenu médian des familles en \$ (1)	17 941	27 558	36 400	39 568	45 207
(1) Le revenu médian du Cap-Breton a été calculé comme la moyenne des quatre comtés du Cap-Breton.					
Données historiques					
Ménages, familles et revenus - comté de Richmond					
Ménages privés	3 450	3 635	3 745	3 895	3 935
Ménages à un couple avec enfants	1 860	1 800	1 675	1 705	1 345
Ménages à un couple sans enfants	730	805	930	1 130	1 155
Ménages d'une personne	515	590	700	750	890
Autres ménages	345	440	440	310	545
Revenu médian des ménages en \$ (1)	14 572	20 797	29 985	29 805	31 367
Nombre Total de logements occupés	3 450	3 635	3 745	3 895	3 940
Logements en propriété	3 070	3 125	3 210	3 260	3 190
Logements en location	380	455	475	570	645
Logements construits avant 1981	3 450	3 305	3 200	3 145	2 895
Logements construits après 1981	0	330	545	750	1 045
Valeur moyenne des logements en \$	27 686	39 239	48 766	59 502	68 864
Nombre Total de familles	2 915	3 000	2 980	3 115	3 010
Revenu médian des familles en \$ (1)	16 034	22 506	31 659	33 470	37 159
Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986, 1991, 1996, 2001					
(1) Le revenu médian du Cap-Breton a été calculé comme la moyenne des quatre comtés du Cap-Breton.					

<b>Données historiques</b>					
<b>Ménages, familles et revenus - comté de Victoria</b>					
<b>Ménages à un couple avec enfants</b>	<b>1 220</b>	<b>1 300</b>	<b>1 305</b>	<b>1 255</b>	<b>1 065</b>
<b>Ménages à un couple sans enfants</b>	<b>570</b>	<b>600</b>	<b>665</b>	<b>665</b>	<b>805</b>
<b>Ménages d'une personne</b>	<b>460</b>	<b>535</b>	<b>620</b>	<b>665</b>	<b>690</b>
<b>Autres ménages</b>	<b>345</b>	<b>375</b>	<b>365</b>	<b>435</b>	<b>450</b>
<b>Revenu médian des ménages en \$ (1)</b>	<b>14 381</b>	<b>22 435</b>	<b>31 374</b>	<b>32 113</b>	<b>35 333</b>
<b>Nombre Total de logements occupés</b>	<b>2 595</b>	<b>2 810</b>	<b>2 955</b>	<b>3 020</b>	<b>3 015</b>
<b>Logements en propriété</b>	<b>2 280</b>	<b>2 365</b>	<b>2 475</b>	<b>2 480</b>	<b>2 520</b>
<b>Logements en location</b>	<b>315</b>	<b>365</b>	<b>400</b>	<b>425</b>	<b>380</b>
<b>Logements construits avant 1981</b>	<b>2 595</b>	<b>2 425</b>	<b>2 375</b>	<b>2 075</b>	<b>2 035</b>
<b>Logements construits après 1981</b>	<b>0</b>	<b>385</b>	<b>580</b>	<b>945</b>	<b>980</b>
<b>Valeur moyenne des logements en \$</b>	<b>34 668</b>	<b>44 302</b>	<b>59 220</b>	<b>74 042</b>	<b>87 817</b>
<b>Nombre Total de familles</b>	<b>2 065</b>	<b>2 210</b>	<b>2 260</b>	<b>2 285</b>	<b>2 345</b>
<b>Revenu médian des familles en \$ (1)</b>	<b>16 134</b>	<b>24 610</b>	<b>34 809</b>	<b>37 841</b>	<b>38 718</b>
<i>Source: Résultats des recensements de Statistique Canada 1981, 1986, 1991, 1996, 2001</i>					
<i>(1) Le revenu médian du Cap-Breton a été calculé comme la moyenne des quatre comtés du Cap-Breton.</i>					

***ANNEXE B***  
***MÉTHODOLOGIE D'ENQUÊTE &***  
***INSTRUMENT D'ENQUÊTE***

## **Étude de l'impact de la SECB Aperçu de l'enquête auprès de la clientèle**

La collecte des indicateurs d'impact économique des projets a fait partie intégrante de l'étude de l'impact de la SECB. Ces indicateurs étaient l'augmentation des emplois à court et à long terme, l'activité de construction dans la région, l'augmentation de la production (ventes) et l'augmentation des exportations ainsi que d'autres activités économiques liées aux projets financés par la SECB. Ces données ont été réunies au moyen d'une enquête auprès des clients qui a permis d'étudier environ 25 % de tous les projets financés par le biais d'entretiens individuels, d'enquêtes par téléphone ou d'envois du questionnaire par télécopieur avec suivi par téléphone.

Le processus initial exigeait l'élaboration d'un plan d'enquête capable de rendre compte de l'augmentation de l'activité économique des projets qui était liée au financement et de déterminer l'effet de levier de l'augmentation de l'activité économique du projet. Le plan d'enquête a été suivi par la sélection de l'échantillon d'enquête, qui réunissait environ 20 % de tous les projets financés. Au total, 169 des 832 projets financés ont été soumis à l'enquête, ce qui, grâce à la méthodologie de sélection de l'enquête, a permis de rendre compte de plus de 55 % de l'impact économique des projets financés.

Les projets financés ont été divisés entre les 259 projets financés par la SECB, y compris la contribution du FICB, et les 573 projets financés par l'APECA. La première étape a été la sélection de grands projets, qui avaient reçu une aide de 500 000 \$ ou plus. On a pensé que le fait d'enquêter sur ces projets permettrait de rendre compte d'un pourcentage élevé de l'activité économique dérivée du fait de la taille relative des projets.

La méthodologie de sélection a abouti à la sélection de 38 projets financés par la SECB ou le FICB, qui représentaient 82 % de l'aide totale de la SECB et du FICB. Du côté de l'APECA, 49 projets répondaient au critère de sélection choisi (500 000 \$ ou plus) et ces projets représentaient 36 % de l'aide totale de l'APECA.

Une fois la sélection des grands projets terminée, nous avons complété notre échantillon de 169 projets en choisissant au hasard 82 (169-38-49) autres projets dont le financement était inférieur au plafond des 500 000 \$. Le choix entre les projets financés par la SECB ou le FICB et ceux financés par l'APECA s'est fait en fonction du nombre total de petits projets financés par chacun de ces organismes. Les petits projets financés par la SECB ou le FICB représentaient environ 30 % de tous les petits projets financés tandis que les petits projets financés par l'APECA représentaient un peu plus de 70 %.

La sélection au hasard de 25 projets supplémentaires ayant reçu un financement de la SECB ou du FICB inférieur au plafond de 500 000 \$ a permis de rendre compte de 2 % supplémentaires de l'aide totale fournie par le SECB ou le FICB; par conséquent, l'enquête a permis de rendre compte de 84 % du financement total de la SECB et du FICB.

La sélection au hasard de 57 projets supplémentaires de l'APECA dont le financement était inférieur au plafond des 500 000 \$ a permis de rendre compte de 5 % supplémentaires de l'aide totale fournie par l'APECA; par conséquent, l'enquête a permis de rendre compte de 43 % du financement total de l'APECA.

Au total, l'enquête a permis de rendre compte de 77,1 millions de \$ ou 42,5 % des 181,6 millions de \$ d'aide fournie par la SECB, le FICB et l'APECA.

ENQUÊTE NO \_\_\_\_\_

PROJET ÉCONOMIQUE NO \_\_\_\_\_

PROJET ADMINISTRATIF NO \_\_\_\_\_

ÉBAUCHE  
**ENQUÊTE AUPRÈS DES CLIENTS  
ÉTUDE DE L'IMPACT DE LA  
SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON**

NOM DE L'ORGANISATION : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

VILLE : \_\_\_\_\_ PROVINCE: \_\_\_\_\_ POSTAL CODE: \_\_\_\_\_

PERSONNE INTERROGÉE : \_\_\_\_\_

**L'objectif de cette enquête :**

Canmac Economics Ltd. effectue cette enquête pour le compte de la Société d'expansion du Cap-Breton (SECB) afin de réunir des renseignements au sujet de l'impact des divers programmes de la SECB sur ses clients. Le questionnaire concerne l'impact des programmes de la SECB sur votre organisation et sur vos emplois et vos ventes. Il réunit également des renseignements sur vos achats et sur la croissance future de votre organisation.

**Les données que vous fournissez resteront confidentielles :**

Canmac Economics Ltd. s'engage à ne pas publier ni communiquer de statistiques révélant des informations obtenues à partir de cette enquête qui permettraient d'identifier une organisation. Les données fournies dans ce questionnaire seront traitées à titre strictement confidentiel, utilisées à des fins statistiques et communiquées uniquement sous forme globale.

**Votre participation est importante :**

La participation à cette enquête est facultative. Toutefois, votre coopération est essentielle à l'exactitude des informations réunies. Les informations que vous fournirez serviront à formuler les programmes existants et futurs.

Si vous avez besoin d'aide pour remplir ce questionnaire ou si vous avez des questions concernant cette enquête, veuillez contacter :

Mme Cindy Currie  
Canmac Economics Ltd.  
495, rue Sackville  
Lower Sackville, Nouvelle-Écosse  
B4C 2S1  
Téléphone : (902)864-3838 / Télécopieur : (902)865-5762

**Impact économique de l'aide fédérale au développement sur l'île du Cap-Breton**

A1. Veuillez indiquer votre type d'organisation en cochant (✓) la réponse appropriée :

Organisation commerciale \_\_\_\_\_

Organisation non commerciale \_\_\_\_\_

A2. La SECB fournit une assistance directe aux organisations à la fois par le biais de ses propres programmes et comme prestataire des programmes de l'APECA. Nous aimerions connaître les détails de l'aide que vous avez reçue de la SECB, par année, au cours de la période allant d'avril 1999 à mars 2003. Dans le tableau ci-dessous, veuillez préciser le type d'aide, l'année et le montant.

<u>Type d'aide</u>	<u>Année d'octroi</u>	<u>Montant de</u>
<u>l'aide</u> (Directe de la SECB, plan d'action de l'APECA, FICB)		
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

A3. Décrivez la nature économique de votre projet (expansion en vue d'un nouveau produit, réimplantation, infrastructure, etc.) et comment il se rattache au développement économique du Cap-Breton.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

A4. Dans la *colonne A* ci-dessous, indiquez l'impact direct que votre organisation avait espéré de l'aide de la SECB au cours de la période allant d'avril 1999 à mars 2003. Dans la *colonne B* ci-dessous, indiquez dans quelles mesures ces objectifs ont été atteints.

**Colonne A**

Cochez tous les résultats applicables.

Embaucher de nouveaux employés

Augmenter la productivité

Autres

***Impact***

Précisez : \_\_\_\_\_

***attendu***

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Augmenter ventes marchés existants

Augmenter ventes nouveaux marchés

Sauvegarder des emplois menacés

**Colonne B**

Cochez une seule option dans chaque rang

coché à la colonne **Objectif**

<b>Objectif</b>	<b>Objectif</b>				
<b>Trop tôt</b>	<b>Pas</b>				
<b>dépassé</b>	<b>atteint</b>	<b>non atteint</b>			
	<i>pour dire</i>	<i>sûr</i>			

			<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
			<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
			<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
<input type="radio"/>			<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
<input type="radio"/>			<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>		<input type="radio"/>

- A5. Parmi les affirmations suivantes, laquelle décrit le mieux l'impact que le projet parrainé par la SECB a eu sur votre organisation. **COCHEZ UNE SEULE AFFIRMATION.**
- Notre organisation a atteint ses objectifs, grâce en grande partie au projet parrainé par la SECB.
  - Notre organisation a atteint ses objectifs, mais seulement une petite part de cette réussite est attribuable au projet parrainé par la SECB.
  - Notre organisation n'a peut-être pas atteint ses objectifs mais le projet parrainé par la SECB a assuré notre survie.
  - Le projet parrainé par la SECB n'a pas eu le moindre impact sur notre organisation.
- A6. Si la SECB n'avait pas financé ce projet, le projet aurait-il été...
- ...remis à plus tard?
  - ...réalisé, mais modifié, p. ex. taille, portée, en dehors du Cap-Breton, délai d'exécution?
  - ...réalisé comme prévu?
  - ...annulé?
  - ...Je ne sais pas.

### **EMPLOIS RÉSULTANT DU PROJET**

Les questions suivantes concernent l'impact qu'a eu l'aide de la SECB sur les emplois dans votre organisation. Veuillez utiliser les définitions suivantes pour calculer les emplois.

**Nouveaux emplois à plein temps** : nouveaux emplois, directement liés à l'aide de la SECB, comportant au moins 40 semaines ou 1 600 heures de travail par an.

**Nouveaux emplois à temps partiel ou saisonniers** : nouveaux emplois *directement* liés à l'aide de la SECB, comportant moins de 40 semaines ou de 1 600 heures de travail par an. Cela comprend le travail saisonnier.

**Équivalent temps plein** : Nombre d'emplois à temps partiel exprimé en termes d'emplois à temps complet.

**Exemple** : Si vous avez créé 3 emplois à temps partiel qui, ensemble, représentent un total de 64 semaines de travail, l'équivalent temps plein serait :  
64 semaines divisées par 40 semaines : 1,6 emplois.

- A7. De nouveaux emplois ont-ils été créés grâce à l'aide que vous avez reçue de la SECB?
- Oui  Combien de ces nouveaux emplois étaient à court terme? \_\_\_\_\_  
Combien d'emplois durables à plein temps et à temps partiel ont été créés grâce à l'aide de la SECB?  
Emplois à plein temps : \_\_\_\_\_  
Emplois à temps partiel (exprimés en équivalents temps plein) : \_\_\_\_\_
  - Non

A8. Des emplois existants ont-ils été préservés grâce à l'aide que vous avez reçue de la SECB? Les emplois préservés sont ceux qui, sans l'aide de la SECB, auraient été supprimés dans les trois ans qui ont suivi la demande d'aide.

Oui  Combien d'emplois existants à plein temps ou à temps partiel ont été préservés grâce à l'aide de la SECB?

Emplois à plein temps : \_\_\_\_\_

Emplois à temps partiel (exprimés en équivalents temps plein) : \_\_\_\_\_

Quelle est la probabilité que ces emplois préservés auraient été supprimés?

- Très probable
- Assez probable
- Pas du tout probable
- Ne sais pas / pas sûr

Non

A9. Des emplois existants ont-ils été supprimés à cause de l'aide que vous avez reçue de la SECB?

Oui  Combien d'emplois existants à plein temps ou à temps partiel ont été supprimés à cause de l'aide de la SECB?

Emplois à plein temps : \_\_\_\_\_

Emplois à temps partiel (exprimés en équivalents temps plein) : \_\_\_\_\_

Non

A10. Votre organisation a-t-elle réalisé une augmentation de ses ventes annuelles en conséquence directe de l'aide de la SECB?

Oui  Quelle a été l'augmentation des ventes due au projet parrainé par la SECB?  
\$ \_\_\_\_\_

Quelle proportion de l'augmentation des ventes est issue des exportations à l'extérieur du Canada? \_\_\_\_\_ %

Non

Non applicable

**INFORMATIONS SUR L'ORGANISATION**

B1. Pour chacune des cinq (5) dernières années, quel était le nombre d'emplois dans votre organisation? Veuillez indiquer les équivalents temps plein, c'est-à-dire calculer les emplois saisonniers et à temps partiel sur la base d'un emploi à plein temps, soit 1 600 heures ou 40 semaines par an.

Année civile

1999 \_\_\_\_\_ emplois  
2000 \_\_\_\_\_ emplois  
2001 \_\_\_\_\_ emplois  
2002 \_\_\_\_\_ emplois  
2003 \_\_\_\_\_ emplois

B2. Veuillez indiquer les ventes, les traitements et salaires et le bénéfice net avant impôts pour les cinq (5) dernières années financières.

<b>Année</b>	<b>Ventes (milliers de \$)</b>	<b>Traitements et salaires * (milliers de \$)</b>	<b>Bénéfice net avant impôts * (milliers de \$)</b>
<b>1999</b>			
<b>2000</b>			
<b>2001</b>			
<b>2002</b>			
<b>2003</b>			
<b>*à l'exclusion des primes payées aux propriétaires</b>			

B3. Quel est le montant des impôts fonciers (y compris les taxes sur les locaux professionnels) payés par votre organisation lors de la plus récente année financière? \$ \_\_\_\_\_

**COMMERCE**

B4. Veuillez indiquer la répartition des ventes de l'ensemble de votre organisation pour les deux années financières suivantes.

	<b>1999 (en %)</b>	<b>2003 (en %)</b>
Région du Cap-Breton	_____	_____
Reste du Canada atlantique	_____	_____
Reste du Canada	_____	_____
États-Unis	_____	_____
Reste du monde	_____	_____
Total	100 %	100 %

B5 (a) Envisagez les futures perspectives économiques de votre organisation. Veuillez indiquer votre taux de croissance annuel prévu pour les ventes et les emplois:

Croissance annuelle prévue des ventes – 5 prochaines années (%): \_\_\_\_\_

Croissance annuelle prévue des emplois – 5 prochaines années (%): \_\_\_\_\_

B5 (b) Prévoyez-vous avoir besoin d'une aide financière du gouvernement pour votre croissance future?  
(Cochez une réponse)

- Oui
- Non
- Pas sûr

B6. Y a-t-il d'autres commentaires que vous souhaiteriez faire au sujet des programmes ou des activités de la SECB?

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

***Merci!***

### **Notes au sujet de l'enquête**

- A2 Le client peut recevoir différents types d'aide pour un projet économique donné.
- A3 Il est important de préciser le lien au développement économique pour les projets non commerciaux, p. ex. les projets d'infrastructure.
- A4 Dans de nombreux cas, les projets non commerciaux auront d'autres objectifs.
- A7 Emplois à court terme - Construction, autres emplois à contrat d'une durée déterminée.
- A9 L'amélioration de la productivité pourrait réduire les emplois.

### **Projet d'infrastructure**

Exemple: Stade de Glace Bay

Emplois directs à court terme – Construction

Emplois directs durables – Exploitation de l'installation

### **QUESTIONS SUPPLÉMENTAIRES**

6. Coût total du projet \_\_\_\_\_ \$

7. Avez-vous fait de la recherche et du développement durant la dernière année?

Si la réponse est oui, quel est le montant \_\_\_\_\_ \$

Quel est le montant dans la région du Cap-Breton \_\_\_\_\_ \$

# ***ANNEXE C***

## ***DESCRIPTION DES PROGRAMMES***

## **Description des programmes**

La Société d'expansion du Cap-Breton a été établie en 1988. Elle a pour mandat d'être le principal agent fédéral de prestation des programmes de développement économique dans la région du Cap-Breton du Canada atlantique. Les priorités stratégiques de la SECB sont les suivantes : 1) soutien aux entreprises, 2) soutien aux communautés, 3) investissement, 4) défense des intérêts, 5) fourniture de services au gouvernement du Canada, et 6) politique et recherche.

Actuellement, la SECB assure la prestation des programmes suivants, soit directement, soit au nom d'un autre organisme :

1. PDE – Programme de développement des entreprises
2. FIA – Fonds d'innovation de l'Atlantique
3. PTIC – Programme des travaux d'infrastructure du Canada
4. FISC - Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités
5. PCICA - Partenariat pour le commerce et l'investissement au Canada atlantique
6. Partenariat pour l'entrepreneuriat et le développement des compétences en affaires
7. FICB - Fonds d'investissement du Cap-Breton

Vous trouverez ci-dessous une description de chacun de ces programmes.

### **1. Programme de développement des entreprises (PDE)**

Ce programme de l'APECA est destiné à vous aider à établir, à agrandir ou à moderniser votre entreprise. Axé sur les petites et moyennes entreprises, le programme donne accès à des capitaux sous forme de prêts remboursables non garantis et sans intérêt. Les organisations à but non lucratif qui fournissent un soutien à la communauté des affaires peuvent également y avoir droit. La plupart des secteurs économiques peuvent en bénéficier, à l'exception de la vente au détail et en gros, de l'immobilier, des services gouvernementaux et des services de nature personnelle ou sociale.

Les projets commerciaux tout comme les projets à but non lucratif sont admissibles. Les activités admissibles sont, entre autres, les plans d'entreprise, les dépenses d'équipement, la formation, le marketing, le contrôle de la qualité et les activités à but non lucratif qui soutiennent les entreprises de la région. Une aide est également disponible pour vous aider à faire des soumissions et à décrocher des contrats publics ou privés ou à développer un produit ou un service innovateur.

### **2. Fonds d'innovation de l'Atlantique (FIA)**

### **Aperçu du programme - Description et objet**

Le Fonds d'innovation de l'Atlantique (FIA) est un programme de 300 millions de \$ sur 5 ans destiné à consolider l'économie du Canada atlantique en accélérant le développement de l'industrie du savoir. Le FIA contribuera à augmenter la capacité de la région à mener des activités de recherche et de développement de pointe qui contribuent directement au développement de nouvelles activités économiques axées sur la technologie au Canada atlantique.

### **Objectifs du FIA**

Les objectifs du FIA sont

- d'augmenter l'activité et de renforcer la capacité en matière d'innovation et de recherche et développement (R & D) afin de développer des technologies, des produits et des procédés ou des services qui contribuent à la croissance économique du Canada atlantique;
- d'augmenter la capacité de commercialisation des produits de la recherche et du développement;
- de renforcer la capacité d'innovation de la région en appuyant les partenariats et les alliances en vue de la recherche, du développement et de la commercialisation entre les entreprises du secteur privé, les universités, les établissements de recherche et les autres organisations du réseau d'innovation du Canada atlantique, et d'augmenter leur masse critique et
- de maximiser les avantages des programmes nationaux de R & D.

### **Types de projets admissibles au financement**

Le FIA met l'accent sur des projets de R & D dans le domaine des sciences naturelles et appliquées, ainsi que dans le domaine des sciences sociales et humaines lorsque ces projets sont explicitement liés au développement de produits, de procédés ou de services axés sur la technologie ou à leur commercialisation.

Le Canada atlantique a montré des aptitudes particulières dans un certain nombre de secteurs naissants qui ont de bonnes perspectives globales de croissance. On peut citer : l'aquaculture, les technologies environnementales, les technologies de l'information (comme les communications, la géomatique), les technologies de la santé et les technologies médicales, les technologies marines et la biotechnologie.

Les investissements effectués par le biais du FIA seront axés sur ces secteurs en croissance, mais

ne se limiteront pas à ceux-ci. Par exemple, le FIA va également encourager le développement de technologies qui permettront à des secteurs comme le pétrole et le gaz, l'agriculture et l'agroalimentaire, les pêches, les forêts et l'exploitation minière, d'améliorer leur position concurrentielle.

### **3. Programme des travaux d'infrastructure du Canada (PTIC)**

Dans le cadre de son engagement à améliorer la qualité de vie de tous les Canadiens, le gouvernement du Canada a lancé en l'an 2000 un programme sur six ans pour renouveler et améliorer l'infrastructure matérielle du Canada.

Avec les contributions de ses partenaires provinciaux, territoriaux et municipaux, ainsi que du secteur privé, le Programme des travaux d'infrastructure du Canada va générer au moins 6 milliards de \$ d'investissement dans l'infrastructure. Travaux d'infrastructure Canada est un programme national qui a un impact local. Il finance des projets d'infrastructure municipale dans des milliers de collectivités rurales et urbaines à travers le Canada.

La priorité numéro un de Travaux d'infrastructure Canada est l'infrastructure municipale « écologique » – les projets qui améliorent la qualité de notre environnement et qui contribuent à nos objectifs nationaux d'air propre et d'eau propre. Les projets prioritaires ciblent les réseaux d'alimentation en eau et les réseaux d'assainissement, la gestion des eaux, la gestion des déchets solides et le recyclage.

Les autres initiatives du programme concernent les transports locaux, les routes et les ponts, les logements abordables, les télécommunications et le tourisme, les installations récréatives et culturelles.

Au Canada atlantique, des ententes de Travaux d'infrastructure Canada sont en place au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, dans l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve et Labrador. Ces ententes sont administrées par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, au nom du gouvernement du Canada, et par les quatre gouvernements provinciaux.

### **4. Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités (FISC)**

## **Qu'est-ce que le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités?**

Le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités est destiné à soutenir des initiatives stratégiques qui répondent aux besoins du Canada atlantique en matière de développement économique et qui aident les collectivités à renforcer leur base économique. Cette initiative sera principalement axée sur des projets dans les zones rurales.

Ce fonds est l'une des composantes du Partenariat pour le commerce et l'investissement au Canada atlantique, une initiative sur cinq ans du gouvernement du Canada destinée à aider les Canadiens de la région de l'Atlantique à être concurrentiels dans l'économie mondiale du savoir.

### ***Quels sont les objectifs du fonds?***

Le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités aide des collectivités du Canada atlantique à créer des possibilités de développement économiques afin de stimuler les investissements et la création d'emplois.

Le fonds apporte son aide en créant au sein des collectivités de l'Atlantique un environnement qui encourage et favorise :

- le développement des secteurs stratégiques,
- l'ajustement à l'économie du savoir,
- l'adoption de nouvelles technologies et de pratiques innovatrices et
- la capacité d'être concurrentiel sur le marché mondial.

## **5. Partenariat pour le commerce et l'investissement au Canada atlantique (PCICA)**

Le PCICA est une initiative fédérale sur cinq ans destinée à aider le Canada atlantique à réaliser son plein potentiel en matière de commerce international ainsi que d'investissement.

### ***Le PCICA comprend cinq initiatives clés :***

- Les Missions d'Équipe Canada atlantique offrent aux entreprises prêtes à l'exportation la formation, les partenariats et les relations dont elles ont besoin pour s'implanter avec succès sur les marchés internationaux.
- Les Stratégies d'exportation sectorielles appuient l'évaluation des possibilités d'exportation et la mise en œuvre de stratégies de développement des exportations pour des secteurs industriels particuliers.
- L'initiative Formation en commerce et perfectionnement des compétences améliore les

connaissances et les compétences en commerce des petites et moyennes entreprises et leur fournit les outils nécessaires pour les aider à augmenter leurs activités d'exportations.

- Le Programme de stage dans le domaine de l'exportation pour les diplômés en commerce offre des possibilités d'emploi aux personnes diplômées en commerce international et fournit une expertise interne aux entreprises qui veulent tirer parti des marchés internationaux.
- La Stratégie atlantique pour l'investissement stimule les activités de recherche d'investissement, de sensibilisation et de promotion pour positionner le Canada atlantique à l'échelle internationale comme un lieu avantageux pour se lancer en affaires.

## **6. Partenariat pour l'entrepreneurship et le développement des compétences en affaires**

Cette initiative cherche à assurer que les entrepreneurs sont équipés des plus hautes compétences disponibles en matière de technologie, d'innovation et de gestion des entreprises par le biais d'une série d'investissements stratégiques avec des partenaires et des intervenants dans l'ensemble de la région.

Ce partenariat comprend trois initiatives :

- L'Initiative de développement des compétences en innovation est destinée à améliorer les compétences d'innovation, de gestion et les compétences techniques des petites et moyennes entreprises.
- L'Initiative Femmes en affaires est destinée à réduire les écarts et à donner aux femmes entrepreneures accès aux programmes et aux services dont elles ont besoin pour rendre leur entreprise concurrentielle et solide.
- L'Initiative pour jeunes entrepreneurs est destinée à permettre aux jeunes Canadiens de l'Atlantique de développer les attitudes et les compétences en affaires nécessaires pour lancer et faire prospérer une entreprise.

## **7. Mesures d'adaptation et de restructuration des pêches (MARP)**

La composante de développement économique des MARP soutiendra des initiatives clés de développement économique dans les régions affectées par le ralentissement de la pêche de fond. À l'aide d'une approche sub-régionale et de la participation des divers conseils régionaux de développement économique au processus de prise de décision, l'accent sera mis sur des projets qui ont le potentiel de créer des emplois à long terme et de diversifier l'économie rurale traditionnelle. Le développement économique communautaire et l'accès des petites et moyennes entreprises à des capitaux seront les stratégies clés de ce programme pour la prochaine année financière.

## **8. Fonds d'investissement du Cap-Breton (FICB)**

- Fonds d'ajustement économique de 98 millions de \$ établi pour permettre à l'économie de surmonter sa dépendance à l'égard du charbon et de l'acier.
- Filiale en propriété exclusive de la Société d'expansion du Cap-Breton
- Le gouverneur en conseil a déclaré que la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* s'appliquait au FICB comme s'il était une société d'État mère.
- Le FICB a son propre conseil d'administration et rend compte au parlement de manière autonome.
- Son mandat couvre le développement économique sur l'île du Cap-Breton et à Mulgrave.
- Projets commerciaux et non commerciaux.
- Activités lancées de manière autonome.
- Le rapport annuel, le plan général et les sommaires budgétaires sont déposés au parlement.

### ***Secteurs prioritaires du FICB***

- Tourisme
- Arts et culture
- Industries du savoir
- Pétrole et gaz
- Industries de l'environnement
- Initiatives stratégiques

### ***Objectifs stratégiques du FICB***

- Commerce
- Retombées industrielles
- Recherche, développement et commercialisation
- Accès au capital
- Investissement
- Développement de l'infrastructure